

***l'Anti*capitaliste**

n°304 | 24 septembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE L'EUROPE DES BARBELÉS ET DE L'AUSTÉRITÉ



Avec le peuple grec et les migrants

Dossier

**DE L'AIR, OUVRONS
LES FRONTIÈRES!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'hiver approche?
Page 2

PREMIER PLAN

Grèce: secoué
mais pas battu...
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Grande-Bretagne: l'effet Corbyn,
un défi pour la gauche britannique
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Jean-Baptiste Eyraud,
porte-parole du DAL
Page 12



édito

Par SANDRA DEMARCQ

L'hiver arrive?

Malgré l'espoir de beaucoup, à gauche comme à droite, la guerre familiale n'a pas affaibli le FN, et en particulier la fille. En effet, deux sondages récents la donne gagnante dans la région Nord-Pas-de Calais, face à Xavier Bertrand qui a pourtant démarré sa campagne très à droite, et au PS sortant. Marine Le Pen n'en demandait pas tant pour commencer sa campagne. La candidate autoproclamée « des oubliés, des petits aux grands problèmes » a lors de son discours de lancement de campagne à Amiens égrené beaucoup de généralités, à la fois démagos et polissées, mais sans plus. Promis, elle gèrera « la région conformément à l'intérêt général », et les marchés publics ne seront plus attribués aux entreprises « qui délocalisent, pratiquent des licenciements boursiers, rechignent à embaucher en CDI ». Pour protéger les habitants, « la télésurveillance sera développée », et les cantines seront invitées à privilégier les produits français. Le Pen exprime aussi son inquiétude concernant les « déserts médicaux », « l'enclavement des zones rurales ». Promis, avec elle, « ce sera la fin du copinage et du clientélisme de l'UMPS, dont les candidats ont fait maintes fois la preuve de leur incompétence », essayant ainsi de faire croire qu'elle est une candidate hors système alors que les « affaires » s'accumulent et que le trésorier du FN vient d'être mis en examen pour recel de biens sociaux... Face au risque de plus en plus grand que le FN gagne une voire plusieurs régions, le gouvernement et le PS paniquent. Et de proposer par la voix de Cambadélis l'organisation d'un référendum pour « dépasser les partis tels qu'ils sont aujourd'hui », pour s'adresser « directement » au « peuple de gauche » afin de lui demander s'il est favorable à l'union entre le PS et les autres partis de gauche aux régionales de décembre ! Comme si, face au FN, le problème était la désunion de cette gauche institutionnelle au pouvoir (national et régional) et en aucun cas la politique menée depuis plus de 3 ans par ce gouvernement et ces régions à la botte du Medef et des plus riches. Une orientation accentuant les inégalités, la précarité, le chômage, et un personnel politique, à commencer par Valls, qui surfe aussi sur les peurs et les sentiments racistes et xénophobes. Pathétique. Et dangereux.

BIEN DIT

M. Hammouchi, qui dirige les services de sécurité marocains, dont le recours à la torture est notoire, documenté et impuni, est mis en cause pour complicité de torture dans trois plaintes déposées en France. (...) La remise de la Légion d'honneur à M. Hammouchi serait un symbole désastreux et ne servirait qu'à blanchir les autorités marocaines et à encourager l'usage de la torture dans ce pays.

Communiqué commun ACAT, Euromed Droits – REMDH, la FEMED, FIDH, LDH et Survie du jeudi 17 septembre, à la veille de la visite de Hollande au Maroc... où celui-ci a confirmé que Hammouchi sera élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur « au moment opportun »...

À la Une

Contre l'Europe des barbelés et de l'austérité, avec le peuple grec et les migrants!

En 1952, Jean Monet, l'un des « pères de l'Europe » déclarait devant le Congrès américain : « nous allons créer des États-Unis d'Europe libres, vigoureux, pacifiques et prospères ». 60 ans plus tard, c'est une Union européenne austéraitre, du chômage, de la guerre et du racisme, que les gouvernants des États membres ont construite. Cette machine de guerre contre les classes populaires s'appuie essentiellement sur deux piliers politiques, l'euro et Schengen, au cœur de l'actualité : dans la politique néocoloniale imposée au peuple grec, et dans le refus d'accueillir les réfugiés.

La monnaie unique devait permettre la réalisation d'« une Union économique capable d'une croissance durable accompagnée d'emplois nombreux et de meilleure qualité et d'une meilleure cohésion sociale entre les différents États » (Stratégie de Lisbonne)... Aujourd'hui, il y a 44 millions de chômeurs dans l'UE, et pas de convergence européenne mais une hiérarchie entre les pays les plus riches et les autres...

Leur Europe n'est pas réformable

L'austérité pour le remboursement d'une dette odieuse et illégitime est l'outil de leur politique. Résultats : le PIB de l'Italie est plus bas qu'en 1999, et la Grèce sombre dans toujours plus de paupérisation. Cette spirale du paiement sans fin de la dette s'accompagne de la mise sous tutelle de la Grèce et du déni total du droit de ce peuple à décider de son avenir. Malgré son refus clairement exprimé lors du référendum de début juillet, le pays subit les effets catastrophiques des mesures d'austérité qui vont continuer avec le troisième mémorandum. La démonstration claire – et dramatique – que l'UE n'est pas réformable et que toute résistance sociale et politique entre en conflit immédiat et violent avec elle. La stratégie est donc bien d'aller vers une rupture avec ses traités, ses décisions, son organisation et son fonctionnement, ce qui suppose de prendre des mesures d'urgence unilatérales. Parmi



Bienvenue dans l'Union européenne... DR

celles-ci : l'arrêt du paiement de la dette, la nationalisation des banques avec un fonctionnement sous contrôle social, le contrôle des mouvements de capitaux, l'arrêt immédiat de l'austérité par une politique fortement redistributive en direction des salariés, chômeurs et retraités, un système d'imposition progressive et fortement contributif pour les plus riches...

Les frontières n'ont jamais disparu...

Les dirigeants européens qui viennent de se réunir pour parler des migrants ont révélé une fois de plus leur cynisme. La libre circulation à l'intérieur de l'espace Schengen est donc supprimée, les frontières partiellement rétablies

en Allemagne, Autriche, Slovaquie, sans doute demain en Pologne et en République tchèque, et un mur de barbelés est même construit en Hongrie...

Depuis 1995, à 30 reprises, les frontières ont été momentanément rétablies : dans la quasi-totalité des cas, il s'agissait pour l'Europe du capital d'essayer d'empêcher les manifestations anti-G8 ou anti-Otan et de se donner les moyens légaux de les réprimer sauvagement.

Rétablir les frontières, dans le droit européen, c'est légal s'« il y a menace grave pour l'ordre public et la sécurité à l'intérieur de l'espace Schengen »... Le faire aujourd'hui, c'est donc envoyer le message que les migrants sont « le danger à nos portes », en prenant consciemment

le risque d'ouvrir la boîte de Pandore des peurs et des fantasmes identitaires.

Contre le repli, pour une mobilisation internationale!

Le rétablissement des frontières, c'est aussi le renforcement de la coopération des polices et des armées, avec l'augmentation du nombre de policiers et de militaires qui va avec. Des bruits de bottes partout ! Le renforcement des « hot spots » en Grèce, en Italie et en Hongrie doit permettre d'opérer un tri entre les réfugiés qui fuient la guerre et ceux qui fuient la misère. Cynique et criminel !

Cette politique contre les migrants est non seulement un scandale en termes d'humanité, mais elle s'aventure et s'enfoncé dangereusement sur le terrain des partis xénophobes, racistes, fascistes pour certains, aujourd'hui nombreux en Europe. Elle autorise de fait les manifestations populaires de rejet de l'étranger et les actes racistes, et ouvre la voie au renforcement des mesures discriminatoires prises dans les différents pays. Contre leur citadelle européenne faite de frontières barbelées, d'autoritarisme et d'austérité, il faut combattre aussi le repli national et s'adresser à l'ensemble des peuples d'Europe : pour riposter à la barbarie des gouvernants, dans l'unité la plus large, en commençant par nous mobiliser contre notre propre gouvernement.

Roseline Vachetta

TEMPS DE TRAVAIL

Arrêter le massacre social

Qu'il tombe bien ce vote/sondage organisé par la direction de l'usine Smart à Hambach (Moselle)! Chaque jour, ou presque, un représentant du patronat, un ministre, un dirigeant politique, pas forcément de droite, vient nous expliquer que nous ne travaillons pas assez, que notre travail coûte trop cher, qu'il faut faire des sacrifices...

Mais les leçons sont bien plus complexes. En effet, si 56 % de l'ensemble des salariés de Smart se sont prononcés pour une augmentation du temps de travail non complètement compensée en salaire, ceux/celles de la production ont repoussé l'accord

proposé avec 61 % de voix. Cela malgré les menaces sur l'emploi et le chantage à la fermeture déroulés pendant plusieurs jours par la direction et une grande partie de la maîtrise. De plus, la décision de mettre en place un accord d'entreprise assis sur de tels reculs sociaux se heurterait à l'obstacle des

conditions de validité d'un tel accord : 30 % de voix nécessaires pour les syndicats signataires et 50 % pour les organisations qui voudront faire valoir leur droit d'opposition.

Un saut qualitatif

C'est pourquoi l'enjeu des prochaines attaques contre un droit fixé en grande partie dans le Code du travail est donc double. D'une part, limiter les possibilités de blocage par les institutions représentatives du personnel et/ou les syndicats, avec des incitations pour les syndicats à « choisir leur camp ». Un objectif déjà en partie rempli par les lois Macron et Rebsamen. D'autre part, fixer de nouvelles règles économiques permettant d'asseoir juridiquement les reculs en matière de salaires, temps

de travail, contrat de travail. Dans le contexte social et politique actuel, ces règles recevraient l'approbation d'une majorité de salariéEs, les réfractaires se retrouvant licenciés dans les plus mauvaises conditions.

Le recul du rôle et des pouvoirs de l'État et du législatif est défendu depuis des décennies par des courants allant de la « Nouvelle société » de Chabanel-Delmas à la « Deuxième gauche » de Rocard-Julliard-Maire. Des lois Auroux, avec la création de groupes de discussion concurrents, de fait, des délégués du personnel, la négociation annuelle obligatoire « encadrant » le temps des revendications salariales, l'ouverture de la possibilité de dérogations aux conventions collectives, aux lois Aubry renforçant les possibilités de dérogations ouvertes par la loi De Robien de 1996. Ces même lois Aubry qui ont mis le plus gravement en cause les dispositions sur le temps de

Un monde à changer

SANS SALARIÉS... MAIS PAS SANS EXPLOITATION! « *Votre entreprise peut-elle fonctionner sans salariés?* » titre un article du journal *les Échos* du lundi 21 septembre, se fondant sur le rapport sur l'économie numérique que vient de remettre à la ministre du Travail le DRH d'Orange Bruno Mettling. Partant du fait que dans le numérique, beaucoup de travailleurs n'ont pas un statut de salarié, ce rapport préconise d'en prendre acte et de brouiller encore plus les frontières, ce qui permettrait aux patrons de recourir encore plus à une main-d'œuvre malléable car sans droits dans l'entreprise. Mais sans salariés ne veut pas dire sans travailleurs: comme le dit un DRH, travailler avec des auto-entrepreneurs, des indépendants, des sous-traitants sur site, etc. « *permet de s'exonérer des coûts et risques d'un contrat de travail* ». En fait, sous couleur d'un discours moderniste,

il s'agit d'un projet global du capital dans cette phase de son histoire: amplifier une catégorie de travailleurs ayant toutes les contraintes du travail subordonné sans les garanties qu'ont encore les salariés.

Ce « modèle » de l'entreprise « sans salariés » est appliqué en grand par l'entreprise espagnole Telefonica qui emploie directement au plus 20 000 salariés (et cherche encore à en réduire le nombre), mais où il y a en plus à peu près 100 000 travailleurs taillables et corvéables... Et il arrive que ceux-ci se révoltent: ce fut précisément le cas cette année à Telefonica où les travailleurs se sont mis en grève dans tout l'État espagnol (voir *L'Anticapitaliste* la revue n°68, septembre 2015).

Sans salariés ou pas, le capitalisme ne peut vivre sans la plus-value produite par les travailleurs subordonnés au capital. Les unifier est un défi à relever.

GRÈCE **Secoué mais pas battu...**

C'est la traduction de ce que l'on ressentait pendant la campagne: les meetings athéniens de la gauche montraient une mobilisation en baisse, 1000 à 2000 pour Antarsya-EEK et 5000 à 6000 pour Unité populaire. Si le KKE et Syriza ont rempli la place Syntagma, eux aussi ont réuni moins de monde qu'en janvier.

Syriza renforcé

Les perspectives étaient peu radieuses: face à Tsipras qui demandait avant tout une seconde chance, il a manqué une logique unitaire convaincante pour offrir des perspectives même électorales. Dans ce climat, le risque était grand d'une victoire de la droite et d'un renforcement de l'ensemble des partis promémorandum.

Dimanche, dans les urnes, Syriza a obtenu 1,926 million de voix, 35,5%, et 145 sièges (en janvier: 2,246, 36,3 et 149); Nouvelle Démocratie (la droite): 1,526 million, 28,1% et 75 sièges (1,717, 28,1 et 76); Aube dorée (de véritables nazis): 379 500, 7%, et 18 sièges (388 000, 6,3% et 17); le Pasok: 341 400, 6,3%, et 17 sièges (289 500, 4,7% et 13); le KKE: 301 600, 5,5%, et 15 sièges (338 000, 5,5%, 15); Potami (droite ultra libérale): 222 200, 4,1%, et 11 sièges (374 000, 6% et 17); Unité populaire: 155 300 voix, 2,9%; Antarsya-EEK: 46 100, 0,9% (42 000, 0,6%).

Les résultats des législatives sont le reflet du climat politique, avec une forte abstention, 43,4% (36,4% en janvier) et 2,42% de blancs et nuls. Cela montre l'ampleur des désillusions, mais aussi du manque d'espoir en la possibilité d'une alternative de gauche antimémorandum.



Victoire de Tsipras... Mais qui a gagné? DR

Adoucir le mémorandum?

Les raisons de la victoire de Syriza, incertaine il y a deux semaines, tiennent à plusieurs causes. En positif, il y a d'abord un réflexe anti-droite, la droite voulant revenir sur les quelques acquis des 8 mois écoulés. Mais il y a aussi de la résignation: la nécessité de subir le mémorandum, avec l'espoir que les mesures imposées seront tenues... En tout cas, il est clair que Syriza continue à recueillir un suffrage populaire et ouvrier. Le vote Aube dorée est en fait en

baisse, et cela depuis 2012 (où ils recueillaient 426 000 voix). Mais cette tendance à la baisse est contrée par leurs scores importants sur des îles où affluent les réfugiés: 7 200 voix dans le Dodécannèse (5 600 en janvier); 4 200 à Mytilène sur l'île de Lesbos (2 800 en janvier)... Quoi qu'il en soit, un tel score est une horreur, une semaine après que leur chef a revendiqué la « responsabilité politique » du meurtre du rappeur Fyssas en 2013...

Les autres partis promémorandum sont en chute, et si le Pasok semble

augmenter sensiblement, il profite de l'absence du parti de Papandreou (152 500 voix en janvier).

Mobiliser et débattre

À gauche de Syriza, c'est la morosité, pour ne pas dire plus: le KKE, qui croyait enfin progresser, recule encore. Et surtout Unité populaire subit un échec a priori surprenant: donnée à 8% avec 25 députés dans les sondages fin août, elle descend sous les 3% et n'accède donc pas à l'Assemblée. Les causes sont à creuser: son programme, qui est resté centré sur le retour à la drachme, son refus d'une campagne unitaire avec Antarsya qui respecte l'autonomie de la coalition anticapitaliste, mais aussi un positionnement auquel très peu d'électeurs déçus de Syriza ont adhéré. Enfin, si Antarsya progresse, son score reste bien faible malgré une bonne campagne.

Tsipras a annoncé un nouveau gouvernement Syriza-Anel dans la lignée du précédent. L'enjeu est de préparer des campagnes unitaires pour mobiliser largement à gauche contre les mesures issues du troisième mémorandum. Ce sera aussi l'occasion de débattre des questions de fond!

D'Athènes, A. Sartzekis

Le chiffre 734

C'est le nombre de yachts de plus de 24 mètres en chantier ou en commande cette année, dont 40 unités de plus de 250 pieds (76 m), soit 10 de plus que l'an dernier! Le nombre grandissant de milliardaires dans le monde fait au moins prospérer cette activité qui va s'afficher cette semaine à l'occasion du Monaco Yacht Show. Le mégayacht est devenu le baromètre du statut social parmi les super-riches où s'expriment les désirs les plus délirants comme tapisser des pièces de peaux de poissons rares ou avoir une robinetterie en platine...



Agenda

Vendredi 25 septembre, réunion débat sur l'Europe, Poitiers. « *Peut-on mener une politique anticapitaliste dans l'Union européenne?* », avec Léon Crémieux, à 20h, salle Timbaud, Maison du peuple, rue Saint-Paul.

Samedi 26 et dimanche 27 septembre, week-end d'initiatives pour le climat.

Mobilisations et événements militants dans tout le pays. À Paris, week-end Alternatiba.

Samedi 26 et dimanche 27 septembre, week-end de formation-débats NPA, Bourgogne Franche-Comté. Du samedi 13h au dimanche 17h à La Vieille Loye (39). Pour tout renseignement: cbnpa25@gmail.com

Mercredi 30 septembre, rassemblement Indonésie, Paris. « *1965-2015, 50 années de silence pour un massacre... Indonésie 1965: pour la mémoire, la justice et les réparations* », à 18h30 à la Fontaine des Innocents.

NO COMMENT

Je n'aime pas payer les salaires. J'en paye le moins possible.

PATRICK DRAHI, le milliardaire de la communication (Numericable, SFR, *l'Express*, *l'Expansion*, *Libération*, etc. pour se limiter à la France...), parlant vendredi 18 septembre chez Goldman Sachs à New York. Par contre, les paradis fiscaux, il aime: le siège social d'Altice (la société-mère de son empire) est au Luxembourg, le groupe coté à Amsterdam, sa holding personnelle immatriculée à Guernesey... et Drahi habite en Suisse!

travail, avec l'annualisation du temps de travail et la création du forfait-jour pour les cadres...

Depuis, les différents gouvernements se sont évertués à élargir le champ des possibilités économiques, passant des prétendues difficultés de l'instant à l'anticipation de difficultés aux échéances les plus floues. Sur fond de chômage grandissant, au fil des reculs idéologiques, des échecs des mobilisations, notamment autour des questions d'emplois et de fermetures de sites, et de la dégradation du rapport de forces, la capacité et la volonté de riposte des travailleurs s'est détériorée.

L'insistance des médias à rappeler que la CGT signe 85% des accords d'entreprise (plus de 95% pour les autres confédérations) illustre aussi l'acharnement idéologique. Au fil du temps, les coups de canif à la hiérarchie des normes se sont multipliés.

Une riposte à construire

Le bilan des luttes déterminées de Continental, Goodyear ou PSA, la démonstration des capacités des travailleurs à prendre en main leurs affaires chez Fralib ou Pilpa ne suffisent pas à fournir les bases d'une mobilisation à la hauteur des attaques. Contre la collaboration ouverte de la CFDT et de ses partenaires syndicaux, il faut plus que des postures radicales imposées par la proximité d'un congrès... Posture du côté de la direction de la CGT sur la réduction du temps de travail à 32 heures, ambiguïtés sur la loi Rebsamen au prétexte de la mise en place d'une représentation minimaliste dans les PME, absence de refus clair du « dialogue social ». Posture aussi chez Solidaires mélangeant recentrage et unitarisme frileux.

Au-delà de la journée de mobilisation du 8 octobre, il est urgent de démarrer une grande campagne d'information, d'explications autour des menaces



La RTT aussi au coeur de la lutte des hôpitaux. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

que font peser les projets Medef-gouvernement. Dès maintenant, il s'agit aussi de planter dans le calendrier des échéances de mobilisations mettant en mouvement syndicats, partis, associations, et impliquant le développement de grèves bloquant l'activité économique: pour la défense

et l'amélioration d'un droit du travail qui protège les salariéEs, aide à lutter contre les licenciements, pour la réduction du temps de travail, pour les salaires, la protection sociale... Pour un renversement du pouvoir patronal sur notre vie et notre travail.

Robert Pelletier

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTAT La caste de la République

Il n'y a pas d'illusion à se faire sur les sommets de l'appareil d'État. Trois événements récents viennent de confirmer que ceux qui sont supposés contrôler les dérives... viennent souvent des rangs de ceux qui les ont commises. Et réciproquement!

Mardi 8 septembre, la présidence de la République a annoncé son intention de nommer François Villeroy de Galhau gouverneur de la Banque de France, en remplacement de Christian Noyer, partant en retraite. La Banque de France est censée contrôler et surveiller le système bancaire. Et ne voilà-t-il pas que pour ce poste stratégique, le pouvoir choisit quelqu'un qui non seulement a quitté l'administration pour le secteur privé mais qui, en plus, est un des dirigeants de la plus grande banque française (BNP-Paribas). Passer directement de la BNP à la Banque de France aurait été un peu grossier. L'affaire a donc été préparée... Fin février, François Villeroy de Galhau liquidait discrètement une partie de ses stock-options obtenues à BNP Paribas, ce qui selon *Mediapart* lui a permis de dégager au passage une plus-value de quelque 330 000 euros sur une vente de 521 000 euros. Le 21 avril, les services du Premier ministre annonçaient que François Villeroy de Galhau était nommé pour une durée de six mois responsable d'une mission sur l'investissement en France et en Europe. Sujet déjà amplement étudié dans de nombreux rapports... qui ont terminé sur des étagères. Et début septembre, la messe semblait dite.



François Villeroy de Galhau, les finances... publiques-privées. DR

«Exemplaire»...

Deuxième cas, la présidence de la nouvelle Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNTR) créée par la dernière loi sur le renseignement. À tous ceux qui s'inquiétaient de la mise en place d'une surveillance généralisée au moment du vote de la loi, Valls et son gouvernement répondaient que la dite Commission serait une garantie efficace contre les dérapages. Il y avait déjà une commission de contrôle des écoutes téléphoniques... mais son président jugé trop indépendant a été évincé au profit de Francis Delon, secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale de 2004 à 2014. Et aujourd'hui celui-ci devient président de la nouvelle commission CNTR! Même si on ne peut avoir d'illusion sur la capacité d'une commission à freiner les logiques policières, force est de constater que ce gouvernement prend des précautions par rapport à toute possibilité d'indépendance de cette nouvelle instance.

Enfin, troisième illustration, Claude Evin, le directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, ancien ministre socialiste de la Santé, qui est intervenu lors de la dernière université d'été du PS. Ici, le gouvernement n'est pas en cause mais c'est aussi le mélange des genres. Claude Evin vient de rejoindre le secteur « sciences de la vie et santé » de la branche parisienne du cabinet d'avocats d'affaires international, DLA Piper. Dans ce cadre, il va donc être amené à intervenir sur l'industrie du médicament et les rapprochements entre les établissements de santé. Le médecin urgentiste bien connu Patrick Pelloux résume ainsi son point de vue : « *Il donne quand même l'impression de partir dans le privé avec son carnet d'adresses* »... Et ses relations ajouteront-elles ! Quant au PS, ce genre de pratiques est trop fréquent chez les siens pour qu'il s'émeuve. Dans sa campagne électorale de 2012, Hollande s'engageait à mettre en place « *une République exemplaire* ». Jour après jour, il démontre que sur ce point aussi, sa présidence suit les traces de Sarkozy. **Henri Wilno**

INTERVENTION EN SYRIE

Elle est où, l'opposition aux bombardements ?

Ça fait des semaines qu'il en parlait, certainement des mois qu'il en rêvait: Hollande aussi veut mettre un pied en Syrie. Pourtant les affaires traînaient parce qu'il n'est pas si simple de jouer à la guerre. À moins de mentir comme W. Bush junior en 2003. Alors il a osé...

Prenant prétexte de l'émotion suscitée par la publication de la photo du petit Aylan retrouvé mort sur une plage, le gouvernement français a donc expliqué que les migrantEs fuyaient Daesh et que pour les aider, il faudrait exterminer Daesh. Imparable! Après le Mali, l'Irak et la République centrafricaine, voilà Hollande de nouveau chaussant ses rangiers et armant ses avions de guerre pour aider les réfugiéEs à surtout rester chez eux, puisqu'en France, son gouvernement les accueille à coups de lacrymo et de matraque. C'est pourtant à force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays que les impérialistes, dont la France, attisent le feu. Le 15 septembre, Hollande a donc annoncé que l'État français allait effectuer des missions de surveillance en Syrie sans exclure des bombardements de zones ciblées de Daesh. Un vaste programme qui a donné lieu à un florilège de déclarations... mais pas à une opposition antiguerre.

À droite, toujours plus loin, toujours plus fort!

La droite n'y va pas avec le dos de la cuillère. L'un des meilleurs d'entre eux, Éric Ciotti, se lâche : « *Il faut utiliser tous les moyens pour éradiquer Daesh grâce notamment à une*



nouvelle coalition intégrant la Russie et l'Iran. (...) Des frappes aériennes ont déjà été lancées, mais elles n'ont pas obtenu les résultats escomptés, il faut passer à l'étape supérieure. Donnons-nous les moyens de gagner cette guerre! » L'intervention au sol est envisagée...

De façon globale reviennent dans les déclarations de droite l'exigence d'une coopération resserrée avec le gouvernement russe... et une aide au régime de Bachar el-Assad! Pourtant, depuis 4 ans, ce régime assassine tout ce qui résiste à sa politique. Cela ne semble pas gêner la droite qui considère avant tout qu'il reste pour le moment

un élément de stabilité dans la région... En attendant de trouver de nouvelles alliances ?

Sur le fond, le Front national, qui a mille liens avec le régime de Damas, n'a pas une position sensiblement différente...

ONU or not ONU?

Du côté du Front de gauche, on ne peut pas dire que la critique soit aiguisée et surtout, elle ne porte absolument pas sur l'intervention en elle-même mais sur son encadrement. Pour Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, ce ne sont pas vraiment les bombardements qui posent problème mais le

fait qu'ils aient lieu sans mandat de l'ONU (!), ce qui est globalement la position de son parti.

Et André Chassaigne, député du parti communiste et président du groupe à l'Assemblée nationale, d'enfoncer le clou. Ce qui l'inquiète, c'est que la France va faire cavalier seul alors que ce qu'il faudrait c'est la « *perspective d'une grande coalition contre Daesh notamment avec les Russes* »!

Enfin, cerise sur le gâteau, le député Front de gauche de Seine-Saint-Denis, François Asensi, va même jusqu'à s'interroger sur l'efficacité des frappes annoncées, et s'inquiète de leur illégalité internationale, compte tenu du fait qu'elles se feraient sans mandat de l'ONU.

Non à l'intervention militaire!

Bombes, faim, misère, dictatures, c'est cela que fuient les réfugiéEs, c'est cela qu'ont semé au fil des guerres et des opérations néocoloniales les grandes puissances. C'est pourquoi, avec ou sans ONU, nous sommes contre toute nouvelle intervention militaire de notre propre impérialisme.

Le seul moyen de sortir de l'ornière, c'est d'abord d'affirmer qu'en Europe, ceux qui sont de trop, ce ne sont pas les migrantEs, mais ceux qui sèment le chômage et la pauvreté, tous les rapaces de la finance, les patrons voyous et les dirigeants à leur service. La seule unité que nous reconnaissons, elle n'est pas nationale, c'est celle des exploitéEs d'où qu'ils viennent, face à leurs bourreaux. Autant de prises de position que l'on n'a pas entendues à l'Assemblée lors du débat parlementaire sur la Syrie mardi 15 septembre...

Il est plus que temps qu'une grande manifestation s'organise pour dire notre solidarité sans faille avec celles et ceux qui cherchent refuge, et pour s'opposer sans réserve à la politique guerrière de Valls et Hollande!

Denise Sarraute

RÉFUGIÉ-E-S La (très) mauvaise mayonnaise...

La crise des réfugiéEs met à cran la classe politique institutionnelle... Mais, curieusement, le sujet n'a pas mobilisé les foules le 16 septembre dernier à l'Assemblée nationale. Et c'est devant un hémicycle bien vide que le débat sur l'accueil des réfugiéEs en Europe et en France a eu lieu.



Mercredi 16 septembre, à droite toute! DR

notre territoire ne sont pas fichés par nos services », entretenant ainsi la légende selon laquelle des bataillons de terroristes se cacheraient parmi les réfugiéEs. Péresse a appelé, à l'instar de Nicolas Sarkozy, à trier entre « *réfugiés de l'oppression* », « *réfugiés de guerre (qui) doivent être accueillis temporairement et ont vocation à rentrer chez eux* » et « *migrants économiques que nous n'avons plus la capacité d'accueillir* »...

Dynamiques politiques néfastes

Les seuls discours différents sont venus des rangs des écologistes et des députés du Front de gauche. André Chassaigne a indiqué qu'il était de « *notre devoir de les accueillir* », demandant la création de « *d'avantage de moyens légaux pour parvenir en Europe* », ainsi que l'amélioration de « *la couverture des principales routes méditerranéennes en matière de secours* ». Mais, malgré ce discours

fort heureusement plus à gauche des députés du Front de gauche, on est quand même loin de la défense de la seule revendication possible, celle de l'ouverture des frontières et de la liberté de circulation.

Ce débat parlementaire est bien loin des enjeux de la situation, mais aura tout de même été l'illustration des dynamiques politiques à l'œuvre : une fois de plus, la droite court derrière l'extrême droite, et la gauche derrière la droite, le seul gagnant de tout cela étant le FN.

Les migrations de centaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde (plus de 200 millions en 2014) sont un phénomène durable qui ne concerne d'ailleurs que marginalement la France et l'Europe. Face à cette situation, la seule exigence possible, disons-le réaliste, est bien l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation. C'est cela que nous défendrons à l'occasion de la manifestation unitaire du 4 octobre prochain, loin de l'Assemblée, dans la rue.

Sandra Demarcq

GRANDE-BRETAGNE L'effet Corbyn, un défi pour la gauche britannique

Le résultat de l'élection est sans appel. Avec 59,5%, Corbyn fait plus fort que Blair en 1994 (57%) et gagne dans les trois « collèges » (membres, syndiqués et électeurs ayant payé 3 £), mettant à mal la thèse du « kidnapping » du vote par des gens mal intentionnés (voir L'Anticapitaliste n°302). Néanmoins, malgré son score impressionnant, Corbyn devra affronter des défis importants.

En premier lieu, les attaques du patronat, des conservateurs et des médias contre lui seront féroces et cela a déjà commencé. La remise à l'ordre du jour de nationalisations et de politiques anti-austérité leur est insupportable. Et surtout les propositions de Corbyn sur le désarmement nucléaire, le retrait de l'Otan et la non-intervention des troupes à l'étranger touchent au cœur de la puissance impérialiste britannique. Ils ne toléreront aucune atteinte à celle-ci.

De plus, l'opposition de l'ancienne direction du Parti travailliste, de la majorité de ses députés et de son appareil, ne sera pas moins totale mais plus sournoise. Vu l'énorme mandat populaire de Corbyn, il sera difficile de l'attaquer frontalement tout de suite. Mais 7 membres de l'ancien « cabinet fantôme » ont refusé de travailler sous sa direction, et on discute déjà, en public et en privé, de comment l'affaiblir au point de pouvoir le déloger.

Enfin, les conservateurs s'apprentent à appliquer des mesures d'austérité brutales auxquelles il faudra répondre.

Corbyn et ses soutiens

Corbyn a reçu le soutien de 60% (250 000) des membres et sympathisants du Parti travailliste... mais

La campagne de Jeremy Corbyn et son élection à la tête du Parti travailliste suscitent un énorme espoir chez des millions de personnes en Grande-Bretagne. Mais quels seront les obstacles et les défis pour Corbyn et tous ceux qui ont été inspirés par ce qui vient de se passer ?



au Parlement il est ultraminoritaire. Parmi les députés travaillistes, son « groupe » n'en compte que 9, et à peine une vingtaine le soutiennent vraiment. 210 lui sont clairement opposés ! Son passé de 30 ans de militant de terrain, intègre, pourrait peser dans sa résistance aux appels à la modération, 30 ans d'espoir – ou plutôt d'illusion – d'une possibilité de transformation radicale du Parti travailliste.

Des pressions énormes, et pas que de ses ennemis. Certains de ses « amis » lui conseillent déjà de s'adresser aux classes moyennes, d'être plus consensuel... Au lendemain de la victoire, le dirigeant du principal syndicat britannique, qui a soutenu la campagne de Corbyn, lui a conseillé de faire des compromis. Peu avant l'élection, Corbyn avait déjà apporté des nuances à sa position sur le retrait

de l'Otan. Le lendemain, il a nommé dans son « cabinet fantôme » un des députés les plus à gauche comme responsable des finances... mais aussi un plus centriste et d'anciens ministres de Brown et de Blair !

Pour éviter l'échec et la fin de l'espoir soulevé, cela ne peut passer par la tactique parlementaire, la finesse de ses arguments ou le jeu d'équilibre entre les tendances au sein du parti, mais le développement du mouvement à l'extérieur du Parlement, celui-là même qui a permis à Corbyn d'être élu dirigeant.

La pression par en bas

L'immense manifestation contre l'austérité en juin, puis la grève totale du métro londonien en juillet, ont montré les possibilités, et la présence de Corbyn à la manifestation pour les migrants, l'après-midi même de

son élection, est un signe des plus encourageants. Mais après ?

La bataille contre les nouvelles lois antisyndicales des conservateurs se limitera-t-elle au Parlement, ou verra-t-on Corbyn en soutien actif à un mouvement de grève contre elles et dont l'idée commence à circuler dans certains syndicats ? Choisira-t-il de s'appuyer sur tous les autres mouvements qui pourraient émerger – salaires, frais de scolarité des étudiants, anti-privatisations, anti-guerre, etc. ?

Débattre et agir

Dans cette nouvelle situation, la gauche anticapitaliste et révolutionnaire aura toute sa place dans les débats avec celles et ceux qui ont été enthousiasmés par la campagne de Corbyn. Comment diriger l'énergie de la campagne vers la construction ensemble de mouvements de résistance sur tous les fronts ? Peut-on transformer le Parti travailliste de dirigeants syndicaux (et travaillistes) qui appelleront à modérer les mouvements de grève pour ne pas nuire à l'élection d'un gouvernement « vraiment à gauche » ? De quel type de parti a-t-on besoin ?

La campagne et la victoire de Corbyn ont changé les termes du débat dans tout le pays : après des années de blairisme et de gouvernements conservateurs, beaucoup de militantEs retrouvent enfin l'espoir de pouvoir reprendre l'offensive.

Ross Harrod

PALESTINE Jérusalem et la Cisjordanie s'embrasent



Vendredi 18 septembre, Hébron s'enflamme... DR

Depuis plusieurs semaines, les affrontements se sont multipliés autour de l'esplanade des Mosquées, opposant armée israélienne et juifs orthodoxes à la population palestinienne.

« La guerre déclarée par Netanyahu aux Palestiniens de Jérusalem est, et les affrontements de plus en plus fréquents sur l'esplanade des Mosquées nous inquiètent au plus haut point ». Cette déclaration alarmiste rendue publique par le quotidien israélien Haaretz n'émane pas d'une ONG favorable à la cause du peuple palestinien... mais du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle en dit long sur la caractéristique explosif de la situation en Cisjordanie – en particulier Hébron et Naplouse – et à Jérusalem, où les affrontements sont quotidiens. Certains journaux israéliens parlent désormais d'« intifada larvée » tandis que le gouvernement sioniste a décidé de renforcer l'arsenal répressif déjà bien fourni.

Stratégie de tension et escalade

« Les musulmans doivent pouvoir prier en paix dans ce lieu (Al Aqsa), dégagé de toutes violences, menaces et provocations », déclare encore le Conseil de sécurité. C'est en effet ce que revendiquent depuis toujours les musulmans palestiniens, ce qui leur est contesté par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu appuyé par les intégristes religieux. L'escalade actuelle lancée à l'occasion du Yom Kippour par des organisations juives intégristes appuyées par l'armée, n'est que l'accentuation de la politique d'annexion de Jérusalem, notamment des lieux saints.

En interdisant aux hommes de moins de 40 ans d'accéder à la Mosquée, en instaurant 20 points de contrôle pour accéder à celle-ci, en laissant l'armée investir ce « symbole intangible » pour les Palestiniens, Netanyahu a mis le feu aux poudres. Aujourd'hui, l'incendie s'étend au-delà de Jérusalem et de la Cisjordanie.

Ainsi, des milliers de manifestants à l'appel des Frères musulmans ont défilé à Amman en Jordanie le vendredi 18 septembre en solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem. Les slogans « Al Aqsa est en danger, nous sommes tous prêts à nous sacrifier » et « le peuple veut libérer la Palestine » étaient les mêmes à Amman, Hébron et Naplouse où les manifestations ont été durement réprimées par la police de l'Autorité palestinienne.

Permis de tuer

Se moquant des préoccupations d'un Conseil de sécurité qui n'a jamais fait appliquer la moindre résolution de l'ONU concernant Israël, Netanyahu entend imposer une nouvelle législation sur les « jeteurs de pierres » contre lesquels les peines seront doublées et pourront aller jusqu'à 20 ans de prison. « C'est notre droit et notre devoir d'imposer cette norme, comme nous l'avons fait avec les auteurs de viols... » Il est également envisagé dans les prochains jours de déployer des tireurs d'élite équipés d'armes létales contre les lanceurs de pierres qui, pour la plupart, sont des adolescents.

Cette escalade belliciste n'est pas sans rappeler les ordres donnés à l'armée sioniste au début de la première intifada en 1987 par le grand humaniste Yitzhak Rabin à propos des mêmes jeteurs de pierres : « Cassez-leur les os ! » Plus que jamais, nous devons demeurer vigilants sur l'évolution de la situation en Palestine où tous les ingrédients sont réunis pour un nouvel embrasement.

On ne saurait terminer cette chronique palestinienne sans évoquer le récent voyage d'Emmanuel Macron à Jérusalem au cours duquel il a déclaré que le boycott était illégal, et a vivement incité les juifs français à migrer en Israël... L'ennemi du peuple palestinien est dans notre propre pays.

Alain Pojolat

BURKINA FASO Un putsch contre la population

C'est la quatrième fois depuis la chute de Compaoré que le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) tente d'enrayer l'action du gouvernement de transition au Burkina Faso qui devait mener à des élections présidentielles et législatives le 11 octobre.

Le RSP était la garde prétorienne de Blaise Compaoré, véritable armée dans l'armée. Ce corps d'élite bénéficiait de toutes les attentions de l'ancien régime, tant en armes qu'en moyens financiers, et d'une totale impunité. Tout au long du règne de Compaoré, il a assuré le travail de répression contre les mobilisations populaires ou les mutineries des autres corps de l'armée du Burkina.

Le RSP n'a cessé de peser comme une épée de Damoclès sur le gouvernement de transition et n'a pas hésité à utiliser pressions, menaces et violence contre le gouvernement pour obtenir gain de cause. Cette fois-ci, le RSP vient de franchir la ligne rouge en organisant un coup d'État et en détenant le président de transition Michel Kafando et le Premier ministre Isaac Zida.

Le RSP tente de justifier son coup d'État au nom de la défense de la démocratie, critiquant l'interdiction faite aux membres du CDP, le parti de l'ancien régime qui a soutenu le projet de tripatouillage de la Constitution qui aurait permis à Blaise Compaoré de s'éterniser au pouvoir. Mais au-delà du soutien à la clique de l'ancien régime, c'est bien la survie



À Bobo Dioulasso, vendredi 18 septembre, la rue contre le coup d'État. DR

du RSP qui est posée. En effet, dans son rapport, la CRNR (Commission de la réconciliation nationale et des réformes) préconisait la dissolution de ce corps.

L'incontournable Diendéré

Dans sa déclaration, le RSP instaure le couvre-feu, ferme les frontières, et nomme comme président Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de Compaoré. Si l'ensemble des organisations internationales, Union africaine et Nations unies, ont condamné le coup d'État tout comme les chancelleries occidentales, il ne faudrait pas oublier que Diendéré a été formé dans les

écoles militaires américaine et française, a reçu la distinction de chevalier de la Légion d'honneur en mai 2008... C'est une pièce maîtresse de l'état-major français qui dispose d'un contingent de militaires dans le pays pour la lutte contre le djihadisme. Impliqué comme son mentor Blaise Compaoré dans l'assassinat de Thomas Sankara, Diendéré a été de tous les sales coups, notamment dans l'aide et le soutien apporté au seigneur de guerre Charles Taylor, condamné pour crimes contre l'humanité dans le conflit qui a déchiré la Sierra Leone et le Liberia. À l'exception des anciens partisans de Compaoré qui soutiennent ce

coup d'État, la condamnation des putschistes est unanime dans le pays. Dès la nouvelle du coup de force, les appels à la mobilisation se sont multipliés : l'Unité d'action syndicale, un front de plusieurs syndicats, a appelé à une grève générale, et les organisations de la société civile, comme le Balai citoyen qui a joué un rôle moteur dans les mobilisations anti-Compaoré, ont appelé à la résistance dans tous les quartiers et les villages.

Les membres du RSP quadrillent en jeeps et en motos les principales artères de la capitale Ouagadougou, tirant à l'arme automatique sur les personnes qui tentent de manifester. Au moment où ces lignes sont écrites, les organisations de la société civile font état d'une dizaine de morts et le correspondant de RFI parle de véritable chasse à l'homme. Par contre en province, où le RSP est absent, les manifestations s'organisent, notamment à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays, où les habitants sont descendus massivement dans la rue. À Yako, le village natal de Diendéré, les jeunes ont même mis le feu à son domicile.

Pour l'instant les putschistes tentent de compenser leur absence même minime de base sociale et de soutien en exerçant une répression féroce contre la population. Pas sûr qu'ils durent bien longtemps...

Paul Martial

L'IMMIGRATION A TOUJOURS ÉTÉ « CHOISIE »...

Il y a quelques années, Nicolas Sarkozy faisait mine d'inventer le concept d'immigration « choisie », évidemment opposée terme à terme à une immigration qui serait « subie »...

On pourrait commencer par se demander qui subit quoi, et rappeler que les migrants sont bien les premiers à subir la situation actuelle, non seulement quand ils fuient les guerres et la misère entretenues par l'impérialisme, mais aussi, au terme d'un parcours au cours duquel des milliers d'entre eux et elles meurent chaque année, quand ils parviennent en Europe : surveillance permanente, répression d'État, surexploitation patronale, stigmatisation raciste, etc.

Les « bons » travailleurs immigrés...

L'immigration a toujours été choisie, au sens où elle a toujours fait l'objet de tris et de classements, de la part du patronat ou de l'État français, ou des deux à la fois. Depuis la reconstruction économique qui a suivi la Première Guerre mondiale, le fil directeur de toutes les politiques migratoires mises en œuvre par les gouvernements successifs n'a jamais cessé d'être la sélection des immigrés au nom de critères, constamment modifiables et modifiés au regard de la conjoncture économique et politique, mais répondant en dernier ressort à une logique simple : l'accroissement des profits des entreprises, donc l'intérêt des patrons français.

Ce choix des « bons » travailleurs immigrés fait d'ailleurs intervenir, aujourd'hui comme hier, des considérations parfaitement racistes sur les qualités et défauts présumés des candidats à l'émigration (Polonais, juifs d'Europe de l'Est, Européens du sud, Maghrébins, Noirs, etc.). Ainsi, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme français ne décida de recourir à une main-d'œuvre extra-européenne qu'en raison des besoins considérables de l'industrie et, comme le disait De Gaulle, « à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne »...

Diviser pour soumettre

Depuis un certain nombre d'années, le choix est à double détente. La règle « oui à l'immigration régulière, non à l'immigration irrégulière »

permet à tous les gouvernements d'affirmer qu'ils font preuve à la fois d'« humanité » et de « fermeté », rhétorique qu'emploient depuis près de 40 ans tous les gouvernements, de « gauche » comme de droite. Mais elle les autorise également à diviser les immigrés entre celles et ceux qui sont sous la menace d'un non-renouvellement du titre de séjour, et celles et ceux qui risquent en chaque instant d'être expulsés, donc astreints à se soumettre encore davantage et à travailler encore plus dur.

Il n'en a pas toujours été ainsi. La formule de la double immigration a été mise au point en 1974, avec l'annonce de la suspension de l'immigration dite « de travail », le maintien des entrées par regroupement familial permettant alors de féminiser les emplois en un temps où l'offre d'emplois commence à se déplacer de l'industrie vers le tertiaire. Dans un contexte d'enracinement de l'extrême droite, cette même immigration familiale en est venue à partir des années 1990 à faire figure d'immigration « subie » dans le discours de la classe dirigeante, l'immigration « choisie » étant soit celle de travailleurs très qualifiés, soit de migrants acceptant de travailler dans des secteurs où les Français rechignent à occuper des postes aux conditions qu'on leur impose.

Pilotage à vue

Le rouleau compresseur de la crise étant depuis passé par là, c'est à présent l'immigration économique dans son ensemble qui est rejetée et, en partie pour des raisons de communication politique, le choix se porte sur des quotas de réfugiés. Mais il ne s'agit là que d'histoire récente, car le pilotage à vue en matière migratoire est aussi ancien que l'accroissement des mouvements migratoires dans l'ère industrielle. C'est ainsi que, sur fond de crise économique (déjà), la loi du 9 août 1893 « relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national » instaurait pour la première fois un régime de déclaration et d'immatriculation des étrangers dans leur commune de résidence. Passant sur les à-coups de moindre importance, on notera comment, après la Première Guerre mondiale,

l'introduction de main-d'œuvre est organisée sous l'égide de la Société générale d'immigration, organisation patronale, qui trie et répartit les travailleurs en fonction des besoins patronaux. La crise de 1929 change à nouveau la donne : le gouvernement Laval fait voter en 1932 une loi « protégeant la main-d'œuvre nationale » qui fixe les « proportions » de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés « par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région » dans le secteur privé.

Les « bons éléments »...

À la Libération, reconstruction oblige, De Gaulle propose d'« introduire, au cours des prochaines années, avec méthode et intelligence, de bons éléments d'immigration dans la société française ». On crée alors l'Office national d'immigration (ONI), auquel est attribué le monopole du recrutement et le contrôle – sanitaire, politique, etc. – des immigrés, et l'État français signe des accords bilatéraux (y compris avec la dictature de Salazar au Portugal...). Cela n'empêchera nullement le patronat de faire lui-même son marché tout au long des prétendues « Trente glorieuses ». Les patrons sont d'ailleurs encouragés à le faire par l'État qui, dans une circulaire de 1956, invite les services de la main-d'œuvre à répondre favorablement aux demandes de régularisation a posteriori.

Une xénophobie d'État s'est ainsi construite et peaufinée tout au long du 20^e siècle. Si les frontières ont été ouvertes, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, pour les marchandises et les capitaux, celle-ci a accru les inégalités et engendré le chaos dans de nombreuses régions du monde, et la liberté de circulation est refusée aux peuples du sud, y compris lorsqu'ils fuient la misère et la guerre. Dans ce cadre, les « politiques migratoires » ne peuvent constituer qu'un instrument de gestion des flux et un moyen de satisfaire les besoins du capitalisme français, condamnant le migrant à n'être considéré que comme une force de travail, éventuellement et provisoirement utile.

François Brun et Ugo Palheta

S' il est bien une question où règne une extrême confusion politique – historique, sémantique et théorique – et ce jusque dans son appellation même, c'est la mal nommée « immigration ». Les enjeux politiques, idéologiques, sociaux et économiques y sont tellement ramassés que toute discussion rationnelle y est entravée par des peurs et ignorances savamment entretenues par la grande majorité des hommes politiques, journalistes, et intellectuels, parfois par cynisme... parfois par peur et ignorance. Mais pour cette raison même, il est d'autant plus fondamental, à des fins de riposte, de savoir et comprendre ce qui se joue par, dans et autour des phénomènes migratoires. Car la bourgeoisie et son personnel politique, par la médiation essentielle de leur État et de ses appareils investis de politiques racistes, en connaissent quant à eux un rayon en matière de provocation, de gestion, d'exploitation et d'explication des migrations : guerres, exterminations, colonialisme, discriminations, ségrégation, racisme d'État, politique migratoire d'État, théories raciales, division ethnique du travail, etc. Et ce pour leur plus grand intérêt. Ce n'est évidemment pas le nôtre. Pas plus que nos analyses et nos réponses.

LES FAUX SEMBLANTS DE LA « C »

Force est de constater que la gauche de gouvernement est, en matière de politique migratoire comme en tant d'autres domaines, douée d'un don prodigieux : celui de toujours réussir à décevoir les antiracistes un tantinet conséquents. Ceux-ci s'estimaient pourtant sans illusion quand, par défaut, ils s'étaient résolus à voter en 2012 – une fois encore – pour ceux qu'ils voulaient encore croire les moins pires...

Ce gouvernement nous le fait éprouver cruellement au quotidien. Mais cela ne date pas d'hier... En remontant de seulement quelques décennies, il s'agit là d'une constante remarquable. Bien sûr, au gré des circonstances, on a pu ne pas se sentir immédiatement floué.

La restitution du droit d'association aux étrangers

C'est ainsi qu'en 1981 lorsque, après une très longue éclipse, les forces qui se réclament de la gauche reviennent au pouvoir, un tel chantier leur est ouvert qu'elles n'auront pas trop de difficultés à prendre, à première vue, des mesures pour une fois conformes à ce qu'on est en droit d'attendre d'elles. Parmi celles-ci, on doit sans doute, avec le recul, mettre au premier rang la restitution du droit d'association aux étrangers. Il faut bien lire « restitution » car l'histoire mérite d'être contée. En 1901, la loi qui pose les bases de la liberté d'association inclut très explicitement les étrangers. Cela

durera jusqu'en 1939. C'est alors que le gouvernement Daladier – qui s'était notamment illustré l'année précédente en organisant l'internement des « indésirables étrangers » – rajoute à la loi de 1901 deux articles indiquant qu'« aucune association étrangère ne peut se former ni exercer son activité en France, sans autorisation du ministère de l'Intérieur » et que cette autorisation peut leur être « retirée à tout moment, par décret », étant entendu que sont considérées étrangères les associations dont un quart des membres sont étrangers. Ainsi en a décidé le gouvernement de l'ancien ministre de la Défense du Front populaire qui, en 1957, sera encore président du « Rassemblement des gauches républicaines ». Ce sont donc ces articles que la loi du 9 octobre 1981 ne fait qu'abroger.

1981 : régularisation... pour les travailleurs

1981 est aussi l'année de l'opération de régularisation en apparence la plus généreuse de l'histoire : 130 000 dossiers, soit près de 90 %

des dossiers, reçoivent une réponse positive. Mais attention, si une durée de présence de seulement un an est exigée (on croit rêver), il faut aussi avoir travaillé au moins un an (l'emploi irrégulier étant pris en compte, à condition que l'employeur se mette en règle avant la fin de l'année). Cette régularisation ne connaît donc que les travailleurs et ce sont d'ailleurs les directions du travail et de l'emploi qui instruisent les dossiers. On est donc très loin de la notion de libre circulation, d'autant que la volonté de contrôler les nouvelles entrées est hautement affirmée. En réalité, le Parti socialiste n'a pas de mal à faire relativement bonne figure en ces temps où le secrétaire général PCF pouvait proclamer : « Il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage ». Le communisme municipal fait souvent preuve à cette époque d'une exubérante xénophobie, l'exemple le plus emblématique demeurant la destruction au bulldozer (!), Noël 1980, d'un foyer de Vitry-sur-Seine où venaient





GAUCHE » DE GOUVERNEMENT



de s'installer 300 Maliens jugés indésirables.

«Seuil de tolérance» et «misère du monde»...

Quoi qu'il en soit, le retour à la gauche telle qu'en elle-même (hélas!) ne tardera pas. Dans les années 80, on entend sur fond de montée – déjà – du Front national, notre actuel ministre des Affaires étrangères, Fabius, déclarer benoîtement que celui-ci ne fait qu'apporter de mauvaises réponses à de «bonnes questions».

Quant au Président Mitterrand, en reprenant un temps à son compte la notion de «seuil de tolérance», il ouvre la voie aux effets dévastateurs de la phrase sur «*toute la misère du monde*» d'un Rocard qui, se flattant d'avoir refoulé 60 000 personnes et annonçant une performance accrue pour 1989, se jette à corps perdu dans cette politique du chiffre promise à un si bel avenir.

En 1991, Édith Cresson engage une régularisation des déboutés du droit d'asile (15 000 bénéficiaires

pour 50 000 dossiers) mais dans le même temps prive les demandeurs d'asile d'un droit au travail (existant encore en Allemagne...) avec cette justification : «*Dans un contexte où les demandes d'asile sont examinées dans des délais très courts, il est apparu désormais possible de revoir les conditions d'accès au marché du travail des demandeurs d'asile.*»

De gauche à droite, la «maîtrise des flux»

La suite est connue : les cohabitations et alternances successives donneront lieu à un alignement progressif, de moins en moins bien dissimulé, de plus en plus assumé, des politiques conduites par les deux grands partis de gouvernement au prix d'un incoercible glissement vers la droite. L'obsession de la «maîtrise des flux», de plus en plus racisée, l'emporte, quoi qu'on en dise à gauche, sur toute autre considération, si ce n'est celle du maintien des conditions de surexploitation de la main-d'œuvre étrangère.

Mais faut-il vraiment s'en étonner de la part d'une gauche dont les racines plongent dans l'histoire d'une République coloniale, impérialiste et productiviste dont elle a forgé les «valeurs»? Rapports sociaux de race rime toujours avec rapports de classes.

François Brun

7 VÉRITÉS POUR L'ACCUEIL INCONDITIONNEL



Depuis quelques années, des chercheurs étudient scientifiquement l'hypothèse d'une ouverture des frontières. Leurs travaux invalident les idées fausses propagées par les médias dominants et les responsables politiques.

... IL N'Y A PAS D'AFFLUX MASSIF

Les chiffres paraissent impressionnants. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) parle de 400 000 réfugiés venant en Europe par an pour cette année, et 450 000 l'année prochaine. Rapporté à la population européenne, cela fait moins de 0,1% ! 9 réfugiés sur 10, au sens du HCR (bénéficiant du statut de réfugiés, demandeurs d'asile ou déplacés), sont accueillis dans les pays moins riches économiquement et non en Europe. Les pays qui abritent le plus de réfugiés depuis 1990 sont la Turquie, la Jordanie et le Liban. Contrairement aux idées reçues, plus de la moitié des migrants dans le monde se déplacent entre «pays du sud».

... ILYA PEU DE MIGRANT-E-S EN FRANCE

La France terre d'accueil? C'est un mythe. Quel que soit leur statut, 200 000 migrantEs arrivent en France chaque année... et 60 000 repartent. Si on rapporte ce chiffre à la population, la proportion est la plus faible d'Europe selon le gouvernement lui-même! De même en ce qui concerne les réfugiés : la France compte 46 réfugiés pour 10 000 habitants, l'Allemagne 56, la Suède 233 et la Lettonie 1322!

... L'IMMIGRATION N'EST PAS UN COÛT

Selon un rapport commandé par Sarkozy alors qu'il était président, la contribution nette au budget de l'État des immigrés était positive de 12 milliards d'euros en 2005. Un autre rapport cherchant à contester ce résultat aboutissait à une contribution légèrement négative... parce qu'il intégrait le coût du contrôle de l'immigration! La régularisation de tous les sans-papiers actuellement en France, dont beaucoup travaillent au noir, augmenterait ces ressources notamment par le biais des cotisations patronales. Cela supprimerait aussi la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail qui pèsent sur tous les travailleurs, notamment dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage et le gardiennage. Un économiste libéral,

«*On vit sur des idées fausses, affirme Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherches au CNRS. L'opinion croit encore que les migrants vont prendre le travail des Français, que les immigrés coûtent cher. Ces mensonges ne sont jamais contredits par les politiques*»

Michael Clemens, a conclu de ses études en 2011 dans le *Journal of Economic Perspectives* qu'une «*ouverture totale des frontières augmenterait considérablement le produit intérieur brut mondial.*»

... LOGER TOUT LE MONDE EST POSSIBLE

Le mal-logement explose en France, développant l'idée qu'accueillir les migrantEs se fera au détriment des plus pauvres. Mais une étude de deux journalistes a montré que l'État et les administrations possèdent 11 millions de m² de logements, bureaux, casernes vacants! La Fondation Abbé Pierre estime elle à 2,6 millions le nombre de logements vides en France sachant qu'il y a 1,8 million de demandes. Et la possibilité de réquisition des logements vides existe dans la loi.

... LES RÉFUGIÉ-E-S ET LES SANS-PAPIERS SONT DES MIGRANT-E-S

Il y aurait des réfugiés qui fuient la guerre et des migrants «économiques» qui viendraient profiter de «nos» richesses. Il faudrait donc accueillir les premiers et expulser les seconds. C'est oublier que ce sont les mêmes politiques de domination économique et militaire qui engendrent la misère et la guerre, les deux se combinant comme on l'a vu au Mali ou en Côte d'Ivoire. Mourir sous une bombe ou mourir de faim, c'est toujours mourir. De plus, la grande majorité des réfugiés d'aujourd'hui seront des déboutés

du droit d'asile demain... et donc des sans-papiers. Pour 5 demandeurs d'asile, entre 3 et 4 seront déboutés à l'issue du processus.

... LE PS N'ACCUEILLE PAS, IL TRIE

Accueillir, c'est donner les conditions de pouvoir vivre à égalité. Cela suppose de donner les droits égaux aux autres habitants. Sous la pression, les autorités et le PS prétendent aujourd'hui accueillir les migrants. Mais la chasse aux sans-papiers continue et la loi en cours va précariser tous les étrangers. Quant aux réfugiés, la politique actuelle consiste à en héberger provisoirement pour sélectionner entre ceux qui pourront demander le statut de réfugié et ceux qui seront remis à la rue ou expulsés.

... L'APPEL D'AIR EST UN MYTHE

Ce mythe ne repose sur aucune donnée. Catherine Wihtol de Wenden indique que cet appel d'air ne s'est jamais produit dans des pays aux conditions sociales et d'asile très développées comme la Suède ou le Danemark. Idem au sein de l'Europe avec l'ouverture de l'Union européenne à l'est. Depuis quelques années, des chercheurs du monde entier ont commencé à étudier l'hypothèse d'une ouverture des frontières. Leurs projections sur 25 ans invalident le mythe d'un afflux massif vers l'Europe sur la base notamment de ce qu'ils appellent une migration pendulaire faite d'allers-retours et l'augmentation des flux à l'échelle régionale, c'est-à-dire entre pays voisins.

Contre une société qui dresse les unEs contre les autres, qui renforce les frontières et toutes les mesures policières de contrôle et de surveillance de la population, nous défendons l'accueil inconditionnel des migrants, l'ouverture des frontières, la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des logements vides, la fin des interventions militaires et l'annulation de la dette des pays du sud et des traités de libre-échange.

Denis Godard

AP-HP Les salariéEs ne lâchent rien!

Le jeudi 17 septembre 2015, le personnel de l'AP-HP était appelé par l'intersyndicale à la grève et à manifester. Il a répondu présent et a réussi à tenir longuement le haut du pavé dans le centre de Paris¹.

Le nombre de grévistes était plus faible qu'en mai-juin. Mais, malgré la coupure des vacances, malgré les brutales retenues de salaire des cinq journées de grèves, malgré les assignations, ils étaient 1 684 grévistes – et 2 218 agents assignés – à manifester leur refus de perdre leurs acquis sociaux, notamment les journées de RTT, et de subir l'austérité et ses conséquences, et leur volonté d'embaucher les CDD, d'arrêter la dégradation des conditions de travail et la détérioration des soins.

La détermination pour faire céder Hirsch et ses commanditaires du gouvernement est bien là : le dynamisme dont ont fait preuve une nouvelle fois les manifestantEs et les militantEs peut entraîner de nombreux collègues à se joindre à eux lors de leurs prochaines actions!



Jeudi 17 septembre un hôpital de fortune au cœur de la manif. DR

Se donner les moyens de la victoire

Les décisions à prendre pour la suite du mouvement ne concernent pas seulement les syndicats mais tous les agents. Depuis le début du mouvement, les militantEs du NPA proposent d'élire en assemblée générale des comités de lutte, unissant syndiquéEs et non-syndiquéEs, pour discuter de la mobilisation et décider des modalités de coordination et d'actions à l'échelle de l'AP-HP. La qualité des soins se dégrade, les malades en sont victimes et le personnel en souffre. En exigeant des moyens pour l'hôpital public, les professionnels luttent également pour les citoyens. La sympathie exprimée par des passantEs lors des manifestations montre qu'un combat commun est possible. Informer la population par des diffusions de tracts dans les lieux publics est indispensable, la mobiliser au côté des hospitalierEs pourrait aussi être l'une des tâches du comité de lutte.

Les fédérations de la santé CGT, FO et SUD appellent à une grève des hôpitaux ce 1^{er} octobre « pour le retrait de la loi de santé et contre l'austérité budgétaire », dont sont victimes les salariéEs de tous les hôpitaux publics et privés. Cette journée peut être un point d'appui aux luttes qui se multiplient dans les hôpitaux. Extension et convergence sont indispensables pour faire céder le gouvernement, à Paris et ailleurs.

CorrespondantEs

1 – Compte-rendu de la mobilisation : <http://sante-secu-social.npa2009.org/spip.php?article5796>

MIGRANT-E-S À PARIS

Vous avez dit « accueil » ?

« L'accueil des migrants c'est oui », proclame le PS. Côté com, la mairie de Paris et la préfecture font le boulot. On évacue les campements en convoquant la presse et on envoie les migrantEs dans des centres d'hébergement...

Jeudi 17 septembre, deux campements ont été évacués : un campement « historique », celui d'Austerlitz, et un campement « politiquement sensible », celui de la mairie du 18^e. Pendant ce temps les réfugiés, pourtant syriens (!), de Saint-Ouen étaient repoussés un peu plus loin.

Des migrants à la rue

Tout cela camoufle d'abord le fait que les migrantEs évacués étaient d'abord des migrantEs à la rue, pour certains depuis des mois. Drôle de conception de l'accueil, surtout quand ces migrantEs campaient au pied d'une mairie ! Cela camoufle surtout la conception de l'accueil des autorités : souvent, les conditions de vie dans les centres d'hébergement ne correspondent pas à ce qui est « vendu » aux migrants et relayé complaisamment par les médias.

Suite aux différentes évacuations de cet été, plus de 2 000 migrantEs sont actuellement dans des centres d'hébergement. La durée d'hébergement garantie est en train de baisser, et celles et ceux dont la demande d'asile ne sera pas acceptés seront remis à la rue ou expulsés.

Désillusions, réactions et manifestation

Jusqu'ici, la grande majorité des migrantEs montent dans les bus qui les emmènent vers des centres d'hébergement parce que c'est malgré tout une alternative à la rue et que les illusions sont encore fortes sur les possibilités globales de régularisation. Mais les désillusions commencent à produire leurs effets... Ainsi, les migrants amenés au centre de Nanterre vendredi 18 septembre avaient mandaté trois des leurs pour vérifier les conditions d'hébergement qui leur étaient



La mairie du 18^e et son campement... avant évacuation. DR

imposées. Devant l'insalubrité des locaux, l'ensemble des migrants ont refusé de descendre du car. La police a alors placé en garde à vue les trois délégués. Circulez, y a rien à voir ! L'intimidation et le bâton restent les fondements de la politique migratoire.

Mais les témoignages des migrants qui ont refusé le centre de Nanterre ont convaincu ceux du lycée désaffecté occupé Jean-Quarré, dans le 19^e arrondissement, de reprendre le chemin des manifestations. Ainsi lundi, dans le 18^e arrondissement, une déambulation a parcouru le quartier, précédée par une batucada. Les sans-papiers, l'UNSP, des militantEs du NPA dont Olivier Besancenot... participaient à cette manifestation qui s'est achevée par une soupe à l'oignon/débat avec les habitants du quartier devant la mairie.

Réunir réfugiés et sans-papiers

Tel le tonneau des Danaïdes, de nouveaux migrants arrivent chaque jour à La Chapelle, et les pouvoirs publics ne semblent pas



Jeudi 17, Austerlitz évacué... dans un calme tout à fait policier. DR

avoir pris la mesure du problème. Inévitablement, de nouveaux campements vont s'organiser, et le quartier, qui s'est toujours montré solidaire, se mobilisera de nouveau.

Ce vendredi 25 septembre, les coordinations des sans-papiers et des migrantEs (CISPM et UNSP) organisent 6 cars pour Calais. Les mobilisations locales prennent aussi leur essor à Saint-Denis à l'initiative de la Coordination des sans-papiers du 93, dans les 18^e arrondissement à l'initiative de la liste des Sans-Voix... Une nouvelle phase de la solidarité, plus politique, pourrait donc voir le jour, unifiant réfugiés et sans-papiers, à même de contrer

aussi bien l'hypocrisie du pouvoir et du PS que le racisme du FN. C'est le sens que prendra la manifestation parisienne du dimanche 4 octobre. Un appel qui a déjà reçu le soutien de RESF, EÉLV, Ensemble, Alternative libertaire, de la Fédération anarchiste et bien entendu du NPA. Et la liste devrait s'allonger dans les prochains jours... Le mouvement des migrantEs, sa jonction avec celui des sans-papiers ne fait que commencer. Les militantEs du NPA doivent être en première ligne dans ce combat, pour aider à son auto-organisation, et en tenant fermement un axe de revendications anticapitalistes et anti-impérialistes.

Denis Godard

RÉPRESSION Le 23 septembre... et après ?

La CGT organisait ce mercredi 23 septembre une journée nationale de mobilisation pour la défense des libertés syndicales.

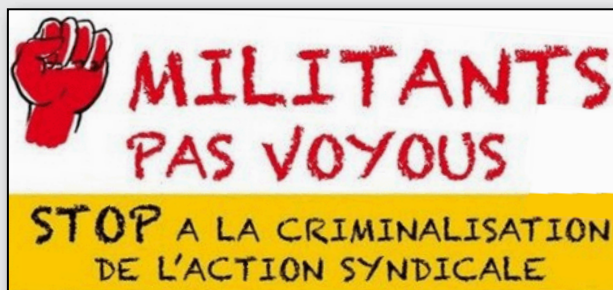
Cette initiative est la bienvenue dans un contexte d'attaques multiples contre les équipes syndicales combattives, mais elle interroge aussi sur la stratégie à mettre en œuvre. En effet, il apparaît clairement que si les attaques antisyndicales ont toujours constitué une réalité quotidienne pour les militantEs dans les entreprises, surtout du privé, elles ont pris une ampleur plus importante depuis quelques années.

L'un des phénomènes nouveaux est que les équipes syndicales du public y échappent de moins en moins. Un facteur qui a clairement joué dans la prise en

compte du phénomène par la confédération, ainsi que les remises en cause depuis les dernières municipales des hébergements (bourses du travail...) proposés par un certain nombre de mairies. Le premier mérite de cette journée du 23 est donc de reposer publiquement la question des libertés syndicales.

Pour une véritable campagne

Cependant, au-delà de cette seule journée, c'est une véritable campagne qui va devoir se développer. La CGT à elle seule ne saurait répondre aux enjeux posés, et la confédération peine à développer une



analyse approfondie de ce phénomène. En effet, il y a une tension très forte entre la volonté des différents appareils syndicaux de conserver leur place dans le dialogue social, avec tous les postes qui y sont liés, et la nécessité de remettre en cause ce carcan idéologique pour redonner toute sa place au conflit de classe et à la mobilisation des salariéEs.

Qui plus est, il faudrait mettre fin à la fiction de la neutralité

de l'État, auquel on fait appel pour la garantie des droits. Parfaitement inséré dans la dynamique libérale européenne, l'État français est aujourd'hui un rouage essentiel dans la déconstruction des acquis et droits syndicaux. Une révision douloureuse mais cependant indispensable pour parvenir à construire une contre-offensive victorieuse et redonner de la vigueur au syndicalisme contemporain.

Henri Clément

ENTRETIEN

« Le travail du mouvement des ASTI se trouve en danger »

Co-président de la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), Jean-Michel Rivollier répond à nos questions concernant les difficultés rencontrées par l'association à laquelle nous apportons toute notre solidarité.

En quoi consiste l'activité de la FASTI ? Le mouvement des ASTI regroupe des associations autonomes réparties sur l'ensemble du territoire français : aujourd'hui, c'est 57 ASTI qui mènent des actions de terrain quotidiennes de solidarité et de lutte avec les étrangerEs pour une égalité pour touTEs. Elles ont une expérience de terrain reconnue par les acteurs sociaux locaux, et permettent un maillage territorial de la France.

VALOGNES (50) Fermeture des urgences, une politique criminelle

Le 6 août, le service d'accueil des urgences de Valognes était fermé pour une durée indéterminée, en même temps que le Smur de la ville. La raison invoquée: un déficit de personnel médical. Pour une urgence, il fallait donc faire des dizaines de kilomètres supplémentaires.

Il y a quelques mois, il avait déjà été question de fermer les urgences du lundi 8 heures au vendredi 8 heures pendant la période estivale. Prière de tomber malade seulement le week-end! Et c'est par une affiche sur la porte de l'hôpital que les habitants de la région ont découvert que les urgences étaient fermées pour une durée indéterminée. 100 000 personnes étaient ainsi du jour au lendemain privées d'un service essentiel de la santé.

Un prétexte...

L'argument du manque de personnel n'est pas très convaincant, tellement il va dans le sens d'une réorganisation annoncée de longue date des services d'urgence, réorganisation qui s'accélère: il serait question d'en fermer 67 sur les 650 existants. Un ballon d'essai à Valognes cet été?

La région Basse-Normandie est déjà très déficitaire en médecins puisqu'il en manque 80 pour les urgences. Le plan d'économies avait déjà conduit à la fermeture de la chirurgie et de la maternité suite à la fusion de l'hôpital de Valognes avec Cherbourg, des villes distantes d'une vingtaine de kilomètres.

Malgré les démentis des autorités, cette situation était plus que prévisible. Les autorités sanitaires avaient été alertées depuis fort longtemps. La politique du numerus clausus, instaurée il y a plus de 40 ans déjà pour des raisons d'économie, a des répercussions sur la désertification médicale à laquelle on assiste actuellement. L'hôpital de Cherbourg a, lui, subi de plein fouet la fermeture de Valognes, puisque, dès le premier jour de fermeture, il accueillait 70 personnes de plus que d'ordinaire. Quoi d'étonnant à ce que arrêts maladie, burn-out, etc. se multiplient dans cet établissement?

Une mobilisation populaire

Dès le 12 août, une réunion a eu lieu regroupant 300 personnes. Un pompier volontaire témoignait: «lorsque Valognes était ouvert, nos interventions duraient 45 mn en moyenne contre 2 heures aujourd'hui, et nos deux ambulances sont souvent en intervention en même temps». Les participants parlaient d'insécurité sanitaire. Une manifestation était fixée pour le 22 août. Entre-temps, le 15 août, devant l'ampleur de la protestation et la publicité faite dans tout le pays sur les antennes nationales, le Smur rouvrait. Le 22 août, en pleine période de congés, 3000 personnes ont manifesté à Valognes. Du jamais vu. Mais le 14 septembre, le tribunal administratif



Dans la manifestation du 22 août. DR

de Caen a débouté le recours en référé des maires de six communes, la CGT, l'association de défense de l'hôpital, contre la fermeture des urgences. Celles-ci ne rouvriront donc pas sans une mobilisation d'ampleur de la population. Un plan d'économies de 3 milliards d'euros et 22000 suppressions d'emploi d'ici 2017, c'est ce

à quoi correspond la somme que les hôpitaux vont régler aux banques pour les emprunts toxiques que le gouvernement leur a imposé de payer. Ce n'est donc pas un problème d'argent mais de choix de société: veut-on privilégier les banques ou la santé de la population?

CorrespondantEs

CHIBANIS CHEMINOTS

Une première et grande victoire

Grosse émotion ce lundi devant le tribunal et sur les sites où ces salariés avaient travaillé, après l'annonce du résultat du tribunal condamnant la SNCF pour discrimination à l'égard des plus de 800 cheminots d'origine marocaine.

Cette condamnation vise l'exécution du contrat de travail et les droits à la retraite. La SNCF est condamnée à verser des dommages et intérêts à hauteur 150 000 et 230 000 euros aux travailleurs marocains embauchés massivement au cours des années 70 dans le cadre de statuts de droit privé, en application d'une clause de nationalité.

Privé de statut...

Ce statut discriminant avait pour conséquence de maintenir ces salariés dans des conditions de travail particulièrement dures avec des salaires de misère. Il s'agissait d'un contrat à durée indéterminé de droit privé



Quand la SNCF discrimine... DR

pour «travailleur étranger» interdisant à ces salariés, essentiellement originaires du Maroc, d'accéder au statut administratif de «cadre permanent» ou d'«agent au statut», plus avantageux et accessible aux seuls Français (et, depuis peu, aux ressortissants de l'Union européenne) de moins de 30 ans.

En fait, il s'agit d'une situation qui, selon la Ligue des droits de l'homme, concerne des travailleurs et des travailleuses en grand nombre toujours en attente de décisions de justice. La SNCF fera bien entendu appel, mais ce premier succès est un encouragement.

Correspondant

COLLÈGE Combattre le gouvernement

La grève du 17 septembre contre la réforme du collège a été suivie par 35 % des enseignants selon le SNES-FSU.

Cette troisième journée appelée par les principaux syndicats a permis une nouvelle fois de mesurer le rejet de la réforme Vallaud-Belkacem dans les établissements.

Il serait désormais question d'une manifestation nationale le samedi 10 octobre à Paris. Les personnels n'acceptent pas la remise en cause du cadre national de l'enseignement, leur soumission programmée aux contextes locaux, et cherchent les moyens de combattre les plans du gouvernement.



Dans la manifestation du jeudi 17 septembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Une absence de perspective qui pèse

Si l'intersyndicale se prononce, sous la pression des enseignants, pour l'abrogation de la réforme du collège, elle fait silence sur les autres projets du gouvernement, poursuivant même les «concertations» avec celui-ci. Et c'est peu dire que le gouvernement avance: de nouveaux «programmes», une nouvelle évaluation des élèves, un brevet redéfini... Des projets qui ont pour but d'imposer l'enseignement par «compétences» (demandé par le patronat) mais qui sont également liés à la réforme du collège. Comment peut-on dans le même temps combattre la réforme du collège et accepter de discuter de sa mise en œuvre?

En parallèle, le ministère et les chefs d'établissement comptent s'appuyer sur le nouveau décret statutaire, issu de plusieurs mois de «concertations» (qui remplace le statut de 1950 et aligne les enseignants sur les 1607 heures des fonctionnaires), pour mettre en place la réforme et tenter d'imposer aux personnels plusieurs journées de «formatage» à la réforme.

Rupture avec le gouvernement!

Cette orientation agit comme un frein à la mobilisation. Dans ce cadre, que penser politiquement de l'annonce de la signature par la FSU, principale fédération enseignante, de l'accord fonction publique PPCR la veille de la journée de grève?

À l'évidence, la mise en œuvre progressive de la loi de territorialisation Peillon (dont est issue la réforme du collège) provoquera des résistances dans les établissements. Aider à les développer, construire la mobilisation unitaire et le tous ensemble à même d'arracher l'abrogation de la réforme du collège, implique de continuer à informer et organiser des AG sur le contenu de la «refondation» de l'école, laquelle forme un tout cohérent (le lycée est maintenant visé). Cela est inséparable de l'activité à mener dans les syndicats, notamment le SNES, pour la rupture des «concertations» (à commencer par celles sur les programmes ou sur l'évaluation des élèves) et pour engager le combat contre l'ensemble de la politique du gouvernement.

Éric Aba



DR

Dès 1966, la création de la FASTI est la conséquence de la volonté des différentes ASTI de se constituer en fédération, pour avoir une résonance nationale et se doter d'une coordination. Cette coordination

d'accompagnement... La FASTI et les ASTI se nourrissent mutuellement, et sans la coordination de la FASTI, les ASTI se retrouveraient isolées dans leurs activités.

assure aux ASTI la formation, des temps d'échanges et de réflexion permettant une prise de recul et une analyse sur les causes et conséquences des politiques coloniales des pays du nord envers les pays des suds, la mutualisation des pratiques et un travail sur les techniques d'accueil et

Quelles sont les difficultés financières actuellement rencontrées par l'association? Quelles en sont les raisons?

En réponse à un appel à projets concernant «l'accueil et l'accompagnement des personnes étrangères nouvellement arrivées en France», la FASTI s'est vu opposer un refus le 5 août 2015. Cet appel à projet correspondait de fait aux activités de la FASTI. C'est 105 000 euros, soit un quart de notre budget qui se trouve amputé. Sans cette somme, c'est à court terme trois emplois de salariéEs qui sont menacés et le travail du mouvement des ASTI qui se trouve en danger.

La réponse de l'administration pour justifier ce refus invoque des «priorisations [...] dans le cadre d'une enveloppe budgétaire contrainte». Ce n'est donc pas le travail de la FASTI qui est remis en cause mais l'application de choix budgétaires.

Ce sont l'éducation, la culture, les aides sociales, en somme le service public dans sa totalité et les structures militantes, qui sont aujourd'hui «sacrifiés». Vendredi 11 septembre, nous avons rencontré des responsables de la DAAEN afin de nous éclairer sur les raisons de ce refus. Après une reconnaissance du travail du mouvement des ASTI, il nous a été promis un réexamen de notre dossier et une réponse rapide.

En quoi cela est-il pour toi une illustration des difficultés rencontrées par le mouvement associatif, en particulier militant?

Aujourd'hui, ce sont les associations qui agissent et sont présentes sur le terrain au plus près des réalités sociales et qui assurent la cohésion sociale. Les associations sont soumises par les politiques libérales aux contraintes suivantes:

d'une part des restrictions budgétaires opérées par l'État et d'autre part la mise en concurrence des associations par le système des appels à projets. Enfin, on demande aux associations de vivre à crédit. En effet, pour cet appel à projets 2015, notre dossier devait être rendu le 6 mai 2015 pour une réponse de l'administration en août et un versement des fonds je ne sais quand... Pendant ce temps, le projet existe déjà au sein de l'association: comment est-il financé et comment le sera-t-il si le financement est refusé?

Le mouvement associatif, qui dans les années 80 a été délégué à ce rôle social qui aurait dû être rempli par l'État, se voit aujourd'hui privé de ses financeurs. Il ne pourra pas pallier éternellement les défaillances de l'État.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Les comités en action!

Beauvais (60) Non à l'armement de la police municipale!

La maire de Beauvais organise une consultation dimanche 27 septembre concernant l'armement de la police municipale. Le NPA participe à un collectif unitaire pour dire non à cet armement. En tant que NPA, nous avons donc écrit un communiqué de presse:

Non à l'armement de la police municipale de Beauvais
Le NPA s'inquiète de la consultation organisée par la maire de Beauvais sur l'armement de la police municipale. Le contexte actuel, avec la montée du Front national et la proximité des élections régionales, suscitent une surenchère éhontée sur la question de l'insécurité. Pour nous, l'insécurité est avant tout sociale: avoir un travail, avoir un logement, telles sont les priorités que tout un chacun ressent. Souhaitons-nous comme à Béziers, ville récemment gagnée par le FN, voir des affiches clamant que «la police municipale à un nouvel ami», une arme? L'armement de la police municipale de Beauvais est dangereux. En effet, la multiplication des armes sera de nature à créer de l'insécurité au lieu de la diminuer. (...)

Depuis les années 2000, le débat porte sur l'utilisation de la police municipale comme police de proximité ou comme moyen de lutter contre la petite délinquance. Ce débat se tient sur fond de désengagement de l'État. Pour nous une police nationale d'investigation pour les délits et les crimes doit être de nature à répondre aux besoins. Au niveau municipal, des emplois socialement utiles doivent être créés. Le développement de la police municipale et de la vidéosurveillance plombent les budgets des collectivités territoriales: 28 000 euros par agent et par an pour la police municipale (à multiplier par 50 pour Beauvais), auquel il faut ajouter la vidéosurveillance: 80 000 euros pour les étapes préliminaires + 20 000 euros d'installation par caméra + 28 000 euros par an et par agent mobilisé (12 agents pour 55 caméras à Beauvais en 2012). (Cf. la Gazette des communes). La vidéosurveillance, outre son coût exorbitant, est une atteinte à nos libertés et apporte peu de «résultats»: une enquête menée à Saint-Etienne (cf. Mediapart) montre que «la vidéosurveillance a probablement permis de repérer entre 1 et 2% des crimes et délits que la police a poursuivis». Rappelons enfin que les policiers municipaux de Beauvais sont équipés de flash-ball. Même Jacques Toubon, le Défenseur des droits, demande l'interdiction de cette arme lors des manifestations. Au vu de la «gravité des lésions» qu'il peut causer, il réclame également un moratoire général sur son usage, quel qu'en soit le contexte.

Le NPA se prononce: pour le désarmement et la démantèlement de la police; pour l'interdiction du taser et du flash-ball; pour la dissolution des unités d'exception (BAC...); pour le démantèlement de la vidéosurveillance; pour la suppression de la police municipale et la transformation des emplois en emplois socialement utiles: éducateurs, animateurs socioculturels, médiateurs, correspondants de nuit, surveillants de sortie d'écoles, emplois de proximité...; pour la lutte contre l'insécurité sociale: réduction et partage du temps de travail, partage des richesses...

Tarbes (65) MG Call occupé, solidarité!

Depuis le vendredi 11 septembre, les 140 salariéEs de MG Call (entreprise en liquidation judiciaire sur la zone Bastillac à Tarbes) occupent leur entreprise pour, entre autres, que leur salaire (de misère) leur soit versé. Les locaux de ce centre d'appel, qui existe depuis quelques mois, appartiennent à la communauté d'agglomération du Grand Tarbes, ont été entièrement renoués avec les fonds publics, et «offerts» au patron. L'entreprise est subventionnée à travers un organisme de formation qui appartient au même patron.

Le Grand Tarbes est dirigé par une majorité PS-PRG. Cette affaire illustre à merveille l'impasse dans laquelle se fourvoie une soi-disant gauche au nom de la lutte pour l'emploi...

La solidarité de la population est décisive pour construire le rapport de forces pour que l'avenir des salariéEs concernés soit pris en charge par les institutions qui doivent maintenant assumer leur énorme erreur. Le NPA appelle donc à participer solidairement aux actions en cours, ainsi qu'aux collectes diverses, et à se rendre sur place pour soutenir les salariéEs.

Panique boursière en Chine, menace d'une nouvelle crise financière, crise des migrants, déroute du gouvernement Tsipras, montée du FN et des idées souverainistes, nouvelle offensive contre le code du travail, crise climatique et préparation de la COP21... durant l'été les signes d'aggravation de la crise et des tensions sociales et politiques n'ont pas manqué. Faire le point sur une situation dégradée et préoccupante pour donner une cohérence à nos interventions était le premier le premier point de l'ordre du jour, l'occasion d'un débat animé, sans que le CPN ne réussisse à dégager formellement une orientation majoritaire.

De la Grèce à la lutte contre l'austérité

En amont du CPN, le Comité exécutif avait engagé un travail de rédaction en vue d'une résolution politique rassemblant très largement. À travers cette discussion et ce travail commun, de larges accords se sont dégagés, en particulier sur la crise des migrants ou sur la riposte à l'offensive du gouvernement et du Medef. Les désaccords se sont concentrés sur deux principaux points: les leçons de l'expérience grecque et, en relation avec celles-ci, la démarche du NPA.

La discussion sur la Grèce, au sujet de laquelle le CPN a fait un point spécial, pointait deux questions. La grande majorité des camarades considérait la rupture de Unité populaire avec Syriza comme un fait positif, mais divergeaient sur l'appréciation de son programme. Ensuite, la discussion s'est centrée sur la sortie de l'euro du point de vue de la politique des anticapitalistes. La rupture avec les politiques d'austérité et le capitalisme implique-t-elle ou pas la rupture avec l'euro? Quoi qu'il en soit, l'unanimité s'est faite sur la nécessité de combattre la montée du souverainisme, de gauche comme de droite.

Si l'affaire prend de l'ampleur, c'est à cause de ces vilains petits canards du Front de gauche... Les médias oublient que «Noisy Solidaire», c'est à l'origine la LCR, le PCF et le CUGA (scission du PCF qui va rejoindre la FASE puis Ensemble), et aujourd'hui, le NPA, le Front de gauche avec le PCF, la FASE-Ensemble et le PG, ainsi que d'autres camarades...

Dès 2008, où nous avions réalisé 11,11% des voix et obtenus 2 élus, nous écrivions déjà: «*ÉluEs de rupture avec les logiques libérales nous ferons le choix d'agir en toute indépendance à l'égard de toute majorité municipale. L'avenir est à gauche, vraiment!*» En 2015, on pouvait encore lire dans notre matériel électoral: «*Il faudrait choisir entre Mme Marsigny, soutien de Sarkozy, et M. Pajon, député qui vote les politiques de Valls et Hollande*».

Mauvais perdant...

Pourquoi alors tant de bruit puis que nous sommes dans la continuité de nos idées? La réponse est dans le communiqué de la fédération 93 du PCF publié au lendemain du premier tour le lundi 14 septembre

Conseil politique national

Une rentrée difficile...

Il n'y a pas que dans les écoles ou sur les lieux de travail que cette rentrée a été difficile. Le dernier CPN, qui s'est réuni le week-end dernier, l'a été lui aussi, reflet sans doute du climat morose que nous connaissons.

Comment reprendre l'initiative?

Le deuxième sujet qui nous divise est celui de la démarche politique à avoir, une divergence qui recoupe les discussions au sujet de la présidentielle, et qui n'a pas été surmontée depuis le congrès. La discussion n'est pas nouvelle: comment articuler politique unitaire et construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire? Priorité à l'unité, au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires? Comment les combiner? Et quelles initiatives doit prendre le NPA?

Au final donc, malgré de larges points de convergence sur une partie de la résolution politique, le CPN a été dans l'incapacité d'adopter celle-ci.

Faire vivre le NPA

Ce CPN a aussi été amené à trancher une série de questions organisationnelles: renforcement de la commission financière, mise en place d'une commission pour discuter de la constitution d'un groupe de porte-parole...

Une résolution concernant la lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes dans notre propre mouvement a aussi été adoptée. La campagne financière 2015 est ouverte: objectif, faire mieux que la dernière, qui avait réunie 400 000 euros (voir ci-contre la résolution adoptée). Un vaste travail politique... Le CPN a fait le bilan de l'Université d'été dont tout le monde convenait qu'elle était un moment militant important tant par la richesse et la qualité des débats que par les bonnes relations qui y régnaient. Un moment à faire fructifier tout au long de l'année...

Yvan Lemaitre



Le NPA fête de l'Huma 2015... PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

La souscription 2015 du NPA

Le NPA décide de lancer une souscription afin de faire face à ses dépenses courantes et exceptionnelles, mais aussi pour mobiliser le parti et renforcer les contacts avec notre milieu.

Cette campagne devra être en prise avec la conjoncture. C'est en convainquant politiquement de la justesse et de l'utilité de l'ensemble de nos analyses, activités et réponses que l'on convainc notre milieu de donner de l'argent au parti.

Cette campagne devra traiter des questions financières car elles font partie de notre vision de la politique. En rappelant les fondamentaux de notre «philosophie» financière, il s'agit d'informer et de sensibiliser à l'importance de ces questions, de marquer là aussi notre différence et ainsi favoriser le don.

Cette campagne devra enfin s'inscrire dans un agenda électoral. C'est que la séquence électorale de 2017 sera coûteuse et que le parti doit se préparer dès maintenant.

Avec la mise en place d'une équipe ad hoc, d'une circulaire et d'un suivi des fédérations, la campagne financière «Euro-Million» 2013-2014 a permis de doubler notre résultat habituel et d'atteindre un résultat de 400 000 euros. Au regard de la situation et des échéances à venir, nous nous fixons donc comme objectif d'atteindre les 500 000 euros pour cette souscription 2015.

Le CPN mandate le CE sur les modalités et la mise en œuvre de cette campagne dès le mois d'octobre.

En campagne

«Noisy Solidaire A Gauche Vraiment», résolument antilibéral!

Michel Pajon, maire PS invalidé de Noisy-le-Grand (93) a une fois de plus réussi à faire parler de notre ville dans les médias! Après avoir eu droit à quelques secondes en 2005 pour avoir appelé à l'intervention de l'armée lors des émeutes dans les quartiers populaires, il aura eu droit à plusieurs brèves ce lundi 21 septembre pour avoir perdu la veille le second tour des élections municipales après 20 ans à la tête de la ville.

pour saluer nos 10,44% (1281 voix): «*Pour battre la droite nous appelons au rassemblement en votant pour la liste conduite par Michel Pajon, arrivée en tête de la gauche au premier tour*», précédée de quelques heures de celui de Pascal Savoldelli, responsable national PCF aux élections «*L'heure est au rassemblement et à la mobilisation de toute la gauche pour battre la droite*».

Dure couleuvre pour les camarades du PCF, dont fait partie notre tête de liste Sylvie Monnin, et l'ensemble de «Noisy Solidaire», alors que nous avons décidé de nous maintenir au second tour! Les électrices et les électeurs ont donc reçu une profession de foi du PS avec un encart «communiqué du PCF»,



et notre profession de foi «Noisy Solidaire» ainsi qu'un bulletin de vote... portant le logo du PCF! Avec 7,42% au second tour, notre liste ne perd «que» 125 voix. Mais on ne saurait priver des professionnels de la politique de leur boulot, plutôt que de les amener à s'interroger sur leur bilan. Sieur Pajon, maire invalidé sortant, qui nous avait proposé 10 conseillers municipaux et 3 maires-adjoints dans l'entre-deux tours, va donc, selon le journal *le Parisien*, déposer un recours pour «usage du logo du Parti communiste» sur notre bulletin de vote, alors que c'est lui qui aurait reçu l'agrément du PCF! Minable...

Correspondant

BD

«Je me sens plus artisan de la BD qu'artiste»

Entretien. Auteur de bande dessinée dans la région bordelaise, **Bruno Loth** sera présent à la fête du NPA 33 samedi 10 octobre¹. Il y présentera et dédicacera le troisième tome sorti cette année de sa BD *Apprenti/Ouvrier*, une trilogie sur le monde ouvrier et le quotidien des familles de 1935 à 1945 à Bordeaux.

De quoi parlent tes livres ?

Je cherche à écrire avant tout l'histoire que j'aimerais lire. Par exemple, quand j'ai commencé la série *Ermo*, ayant beaucoup lu sur la guerre d'Espagne et reçu beaucoup de témoignages, je trouvais intéressant de parler enfin du rôle des anarchistes et de leur formidables réalisations au début de la guerre civile. C'est ce qui m'a poussé à réaliser mon premier album. Puis avec *Apprenti* et *Ouvrier*, c'est la condition ouvrière qui m'intéressait. Je la raconte à travers l'expérience de mon père, de 1935 à 1945 à Bordeaux. Dans les deux ouvrages, je parle d'histoire et de politique, l'un ne pouvant aller sans l'autre, et il me plaît de ne pas les dissocier du quotidien des hommes. Ma prochaine BD se passe à Madrid de nos jours en mai 2015. On y voit l'enthousiasme des Espagnols pour ce nouvel élan citoyen que leur procure Podemos contre la corruption des politiques et la complicité des banques, pour une véritable solidarité sociale... Bien sûr j'en parle, mais ce n'est pas l'essentiel du récit, c'est plutôt la quête intérieure d'une femme qui cherche ses origines, sa mère étant une enfant de la Retirada. C'est vrai que les sujets que j'aborde touchent souvent au social...

Dessinateur ou artiste indépendant en autoproduction, ça se passe comment ?

J'ai choisi d'être auteur-éditeur avant tout pour plus de liberté. Je



Dessin inédit.

dispose d'une marge de manœuvre plus grande et je garde ainsi mon libre arbitre en assumant mes choix. L'auto-diffusion est un peu contraignante côté déplacements, mais permet de garder le contact avec mes lecteurs, ce que j'apprécie particulièrement en dédicaces. Quand j'ai créé la série *Ermo* en 2006, je n'avais pas un euro d'avance. J'ai lancé une souscription relayée par des amis dans leurs entreprises et tout est parti de là. Aujourd'hui il existe plusieurs sites de «crowdfunding»

qui font exactement la même chose, faisant appel à la générosité des lecteurs. Des projets aboutissent qui n'auraient certainement jamais vu le jour autrement. C'est très bien si ça permet l'autogestion artistique. J'en doute ! Mais ça c'est un autre débat... L'important pour moi étant de participer le moins possible à une économie capitaliste, l'auto-édition-diffusion semblait à mes yeux correspondre à mes aspirations philosophiques et politiques. Je me sens plus artisan de la BD qu'artiste.



J'arrive à en vivre, c'est déjà ça. Nombreux sont les auteurs de BD qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, et qui pourtant publient chez de gros éditeurs. En sachant que pour faire un album de BD, c'est souvent 2 ou 3 années de travail et que les droits d'auteur s'élèvent rarement au-dessus de 20 000 euros chez un gros éditeur et entre 500 et 3 000 euros chez un petit, à ce tarif, on est loin du SMIC...

Pour toi, le dessin, c'est un acte militant, un moyen de contester la société ?

Une BD est un bon outil de communication et de proposition d'idées. Si mes histoires sont porteuses de critiques envers la société, ce n'est pas forcément voulu. Je parle de choses qui m'intéressent, avec un certain regard sur la vie des gens dans notre société. Même si cela se passe dans les années trente, l'exploitation des ouvriers n'est pas si différente de celle d'aujourd'hui ! La politique d'hier a engendré celle d'aujourd'hui et a permis au capitalisme de s'enraciner et de gagner du terrain. Ça me paraît intéressant d'en comprendre le mécanisme à travers l'histoire et de l'évoquer dans un récit. Alors le dessin devient militant. Mais il me paraît important pour faire passer un message de ne pas être didactique et de laisser le lecteur se faire sa propre opinion.

Dans *Ermo*, j'aurais pu choisir comme personnage principal un anarchiste de la CNT. Je lui ai préféré Sidi, un homme sans opinion politique qui évolue tout le long du scénario pour finir dans un engagement total. L'engagement me paraissait plus intéressant à montrer que la lutte en elle-même, c'est une lutte intérieure. «L'art sert à laver l'âme de la poussière de tous les jours», disait Picasso. Alors la BD a son rôle à jouer dans le débat d'idées je crois...

Propos recueillis par Philippe Poutou

1 - Fête du NPA 33, de 14 h à 23 h, salle Victor-Hugo à Cenon. Programme: <http://www.npa2009.org/evenement/fete-du-npa-bordeaux>

Cinéma

Les chansons que mes frères m'ont apprises de Chloé Zhao

Avec John Reddy, Jashaun St. John, Taysha Fuller
Sortie le mercredi 9 septembre



Une première œuvre présentée à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes. Un film d'immersion tourné après un séjour de 5 ans dans la réserve indienne de Pine Ridge située dans le Dakota du sud, à la limite des plaines du Middle West et des paysages saisissants des Badlands, collines ravonnées et arides, impropres à toute culture. Les fantômes du génocide indien sont encore là. «*Tout s'est arrêté à Wounded Knee*», lieu du dernier massacre en 1890, subi par les indiens Oglalas-Lakotas, situé non loin de là. Les morts ont été enterrés sur place dans une fosse commune...

Johnny et Jashaun, frère et sœur de 18 et 11 ans, vivent dans cette réserve. Jashaun est la clé de voûte du film. Sur son vélo rose, elle traverse avec grâce le monde des adultes dont elle n'a pas encore adopté les lois. Le père qui disparaît dans l'incendie de sa maison, le frère aîné en tôle, la mère qui n'est jamais là, les trafics d'alcool, de drogue, pour survivre, les rodéos comme seuls loisirs des hommes... Johnny, ce presque adulte, est à l'heure des choix : quitter la réserve mais perdre son identité, ou rester et finir comme les autres.

La caméra tourne autour d'eux, en une sorte de respiration, passant successivement de l'épaule, au plus près des personnages, à des plans très larges sur des paysages de prairies, de collines ravagées, de ciels orageux. L'intrigue flotte au jour le jour selon les circonstances, ce qui colle bien aux interrogations que se posent Johnny et Jashaun. Chloé Zhao a été obligée de réviser à la baisse son scénario, faute de financements. Elle voyait ses deux jeunes acteurs grandir et risquer de ne plus correspondre au rôle. D'où un film qui mélange avec bonheur la fiction et le documentaire. Il a été présenté à Sundance, festival du cinéma indépendant américain, ce qui a résolu le problème de sa distribution. Une raison supplémentaire de voir ce film attachant.

Jean-Marc Bourquin

Essais

Créer des emplois en baissant les salaires ? Michel Husson

Éditions du Croquant, 2015, 9 euros

Michel Husson décortique les études qui prétendent fonder une vérité première à laquelle souscrivent désormais la droite et la plus grande partie du PS : la baisse du coût du travail crée de l'emploi.

Il montre la fragilité de ces études et les acrobaties statistiques auxquelles certains de leurs auteurs se sont livrés. L'imprécision des résultats de ces travaux n'empêche pas administrations économiques et décideurs politiques de les utiliser pour promouvoir la réduction des cotisations sociales employeurs (les fameuses «charges») et les attaques contre le SMIC. Michel Husson dénonce en particulier l'entourloupe qui consiste à ne pas tenir compte du coût des allègements de cotisations sociales pour le budget, et bien sûr à ne pas aborder les utilisations alternatives qui pourraient être faites des milliards d'euros qui leur sont consacrés... et des vrais emplois qu'elles permettraient de créer. Ainsi les 22 milliards d'allègement de 2009 auraient pu être consacrés à la création de 647 000 emplois publics au salaire moyen. Michel Husson conclut en affirmant

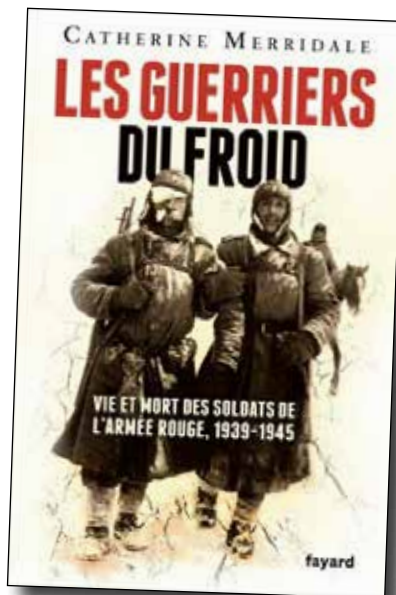


que les baisses de «charges» n'ont jamais créé un emploi en France. Si la lecture du livre paraît ardue à beaucoup de lecteurs de *L'Anticapitaliste*, elle peut, comme l'auteur lui-même le souligne, se faire en sautant certains passages techniques. Elle sera particulièrement utile aux étudiants en économie pour faire face au déferlement idéologique qui s'abat sur eux...
Henri Wilno

Les guerriers du froid. Vie et mort des soldats de l'armée rouge. 1939-1945, Catherine Merridale

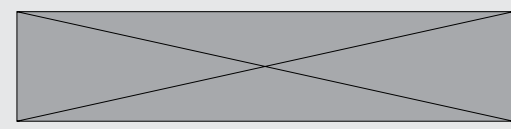
Fayard, 2012, 25 euros

Historienne enseignante à Oxford, Catherine Merridale est considérée comme l'une des spécialistes de l'URSS. Elle s'est attachée à un chantier immense : qui étaient vraiment les soldats de l'armée rouge, ceux que les nazis appelaient Ivan avec beaucoup de mépris. Catherine Merridale a tout simplement écrit une œuvre majeure, un grand livre d'histoire et d'étude sociale. Elle nous fait voyager dans les rangs de cette Armée rouge, et peut ainsi nous permettre de comprendre comment ces millions d'hommes, sans oublier les 800 000 femmes qui y ont combattu, ont vaincu l'Allemagne nazie. L'historienne a rencontré des vétérans, ce qui donne à cette étude une réelle densité, sachant que près de 9 millions de leurs frères et sœurs d'armes sont morts. Malheureusement nous connaissons la suite.



Quelle démonstration ! Par cette lecture, on a le sentiment que Catherine Merridale s'est glissée dans les pas d'un certain Vassili Grossman...
Michel Auslender

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA



27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

LOGEMENT « Il y a la place pour héberger tous les sans-abris, qu'ils soient réfugiés des guerres militaires, des guerres sociales, des guerres contre les pauvres »

Entretien. Porte-parole de l'association Droit au logement (DAL), **Jean-Baptiste Eyraud** fait un état des lieux du logement au moment où cette question est instrumentalisée par une partie de la classe politique pour dresser l'opinion contre l'accueil des réfugiés. Il revient aussi sur l'occupation en cours d'un immeuble à Saint-Ouen (93).

Vous occupez actuellement un immeuble à Saint-Ouen...

Ce sont les derniers moments de ce foyer de jeunes travailleurs qui est en cours d'expulsion. 170 résidents ont déjà été expulsés, et une trentaine d'entre eux résistent depuis 2 ans. La municipalité est propriétaire de cet immeuble par le biais de l'office HLM de Saint-Ouen. Elle attend de pouvoir dégager les derniers locataires pour le vendre à Vinci et en faire un hôtel de luxe dans ce secteur en pleine recomposition urbaine, en plein mouvement d'épuration sociale... Eux parlent de « requalification urbaine », nous ont dit que c'est de l'épuration sociale, ce qui veut dire que l'on dégage les classes populaires. Le maire de droite, élu aux dernières élections municipales, a annoncé qu'il allait réduire d'au moins 30% les logements sociaux sur sa ville. Cet immeuble pour lui, c'est du logement social qu'il faut détruire.

On est donc arrivé mardi 15 septembre vers midi. On n'a pas demandé l'avis des vigiles, on est rentré et on a poussé, avec 150 personnes, avec des familles de différents collectifs qui ont été expulsés cet été. On est monté au 14^e étage et sur le toit, et on a occupé les lieux. On a d'abord demandé la réquisition par l'État. Il semblerait que le concours de la force publique ait été demandé le jour même par l'office HLM, le préfet du 93 aurait donné son accord, et pourtant il n'y a pas eu d'expulsion.

Pourquoi cette occupation ?

L'idée, c'est qu'il faut réquisitionner. Il y a des campements dans toute l'Île-de-France. On s'occupe des réfugiés, mais il faut s'occuper de tous les réfugiés, c'est-à-dire des réfugiés des guerres militaires, des guerres coloniales ou post-coloniales, des réfugiés de la guerre économique, des réfugiés de la guerre contre les pauvres, la guerre que mène le capitalisme, que mènent les plus riches contre la majorité de la population mondiale, en tout cas contre les plus fragiles.

C'est sur ce mot d'ordre que l'on a rallié les différents collectifs des différents campements dans le 93 où il y a une répression très dure depuis 2 ou



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

3 ans, depuis l'arrivée du préfet Galli. Des familles qui campaient place de la République sont venues s'installer ici, mais aussi des familles non du village d'insertion de Saint-Ouen, du chemin des Vignes à Pantin, de Saint-Denis, de Boulogne-Billancourt qui étaient en galère...

Ce que l'on demande, c'est le relogement de toutes celles et ceux qui sont là et la réquisition pour tous les sans-abris.

Marine Le Pen utilise le nombre de chômeurs, de sans-logis, pour s'opposer à l'accueil des réfugiés...

D'abord, il faut dire que tous les réfugiés ne sont pas hébergés. La preuve, on en a quelques-uns avec nous, de Syrie ou du Soudan. Et il y a plein de gens qui sont à la rue... et il y a plein de logements vides ! On va voir comment va réagir l'État. Cette action vient l'interpeller fortement sur la situation des autres sans-abris, des réfugiés de l'intérieur. Nous disons nous qu'il faut s'occuper de tous les sans-abris, et qu'il y a la place pour les héberger tous, qu'ils soient réfugiés des guerres militaires, des guerres sociales, des guerres contre les pauvres...

C'est le moment de foncer ! Dans la foulée compassionnelle, il faut pousser les acteurs politiques, les décideurs, les grands propriétaires, ceux qui gèrent les biens immobiliers, les obliger à s'occuper des autres. C'est le moment de se mobiliser.

La mairie de Paris a annoncé qu'elle avait hébergé 800 personnes des campements de réfugiés...

On n'a pas de retour. On n'a pas de signalement de familles qui auraient été virées pour être remplacées par des réfugiés. Ils ont mis plus de fric, et ont mobilisé des biens qui étaient vacants. Ils ont créé de nouvelles places, mais on sait ce qu'il en est des nouvelles places quand elles deviennent un peu vieilles. Quand il s'agit de payer les hôtels, alors on commence à fermer ici et là.

Il ne faut pas oublier que la COP21 arrive, c'est un élément déterminant. Le sentiment que l'on a, c'est que le gouvernement a l'intention de lisser un peu la situation. Pas de bordel comme à Sao Paulo, lors de la coupe du monde de foot au Brésil, où les manifestants venaient s'installer sur les terrains à côté des terrains de foot. Le préfet Galli de la Seine-Saint-Denis y est allé franco, comme il fait d'habitude, avec ses expulsions. Mais manque de pot, comme on était aussi présent avec un campement en plein Paris, place de la République, les campements du 93 ont tenu parce qu'il savait très bien qu'en cas d'expulsion, les familles allaient débarquer à République. C'est cela qui s'est passé cet été : on était un peu la clé de voûte des campements.

Et la politique de ce gouvernement ?

C'est la catastrophe. Sur l'hébergement, on pousse, il y a une fenêtre, c'est clair, mais pour le reste, c'est une politique du logement pour les riches. Ainsi, pendant l'été, il y a eu débat sur la possibilité d'économies sur les allocations logement. Qui touche les APL en France ? Les 10% les plus pauvres touchent 90% des APL. C'est sur ceux-là que ça va rogner, ce sont eux qui vont se faire raboter...

La suppression des aides à la pierre, c'est-à-dire les aides à la construction de logement sociaux, a été envisagée par le gouvernement. Peut-être que ça ne va pas se faire, mais ils veulent compenser par quoi ? Par un fonds de mutualisation des bailleurs sociaux ! Sur le fond c'est quoi ? C'est l'argent des locataires ! S'il y a des bailleurs sociaux qui ont de l'argent de côté, ils devraient l'utiliser pour améliorer les conditions de logement des locataires. S'il y a trop d'argent, normalement on l'utilise

pour réhabiliter, pour s'occuper de ces cités qui sont dévastées, que ces bailleurs laissent à l'abandon. C'est ça qu'ils devraient faire, c'est leur boulot. Ils devraient en permanence entretenir leurs biens immobiliers. Mais ils ne le font pas, ils préfèrent démolir et faire des réhabilitations lourdes : on déplace les gens, on construit des résidences étudiantes ou pour personnes âgées à la place des logements détruits, on remplace, on pousse les gens indésirables. Notre occupation à Saint-Ouen fait partie des éléments de résistance à ces politiques.

Il y a aussi la baisse du taux du livret A à 0,75%. Pousser à la dé-collecte du livret A, c'est fragiliser le financement du logement social, au profit des activités spéculatives des banques qui placent ces sommes à des taux plus élevés mais à risques. Beaucoup d'épargnants se retirent, et ce mois-ci, on va faire les comptes mais ça va être une catastrophe.

Quelles perspectives de mobilisation ?

Nous, on serait favorables à une initiative le 10 octobre sur le logement. Les deux thèmes sur lesquels on peut largement se retrouver, c'est un toit pour tous et le refus des expulsions. Ceci dit, il y a les politiques du logement. Il y a un texte qui est en cours de discussion entre les associations. Peut-être que les menaces qui pèsent sur le logement social vont en décider quelques-unes. La suppression des aides à la pierre, c'est une vraie révolution libérale, une régression importante qui peut amener certaines associations à se mobiliser. On espère qu'il va y avoir un sursaut. Là cela peut être l'occasion de se retrouver tous : un toit pour tous, pas d'expulsion, 200 000 HLM par an, la préservation des moyens du financement social, le livret A, la collecte du 1% logement, l'encadrement des loyers qui sont à la hausse dans la proche banlieue. Pour la COP21 en décembre, on verra. Le week-end prochain, dans le cadre d'Alternatiba place de la République, on y sera avec le campement. Pour la COP21, il faudra déjà s'assurer qu'ils ne virent pas les hébergés des hôtels pour faire de la place...

Propos recueillis par JMB

Vu ailleurs

Les Echos

LA MÉCANIQUE DU PROFIT.

Le constructeur allemand

Volkswagen fait face à de très sérieuses accusations de tricherie aux États-Unis pour avoir doté certaines de ses voitures d'un mécanisme permettant de dissimuler le niveau réel des émissions de gaz polluants. [...]

L'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) affirme que Volkswagen a équipé ses modèles diesel Volkswagen et Audi des années 2009 à 2015 d'un logiciel permettant de contourner les tests d'émission de certains polluants atmosphériques. Selon les autorités américaines, Volkswagen aurait doté quelque 482 000 véhicules vendus aux États-Unis d'un logiciel sophistiqué capable de détecter automatiquement à quel moment ils étaient soumis à un test de mesure anti-pollution des autorités. Dans ce scénario, ce petit logiciel espion enclenchait – a priori à l'insu des conducteurs – un mécanisme interne de limitation des gaz polluants permettant au véhicule de passer le test sans encombre et de se voir décerner un certificat de bonne conduite écologique. Toutefois, une fois le test fini, le mécanisme anti-pollution se désactivait et le véhicule libérait alors dans l'atmosphère davantage de gaz polluants et notamment du dioxyde d'azote ou Nox, lié à de graves maladies respiratoires dont l'asthme. [...] Cette affaire vient en tout cas s'ajouter à une série de retentissants scandales ayant frappé le secteur automobile américain. Le groupe General Motors (GM) devra ainsi s'acquitter d'une amende de 900 millions de dollars pour avoir dissimulé des informations cruciales sur un défaut mécanique associé à 124 morts et à des centaines de blessés.

« Volkswagen accusé de tricherie sur les contrôles antipollution aux États-Unis », les Échos, 19 septembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire
www.npa2009.org